

Groupe d'études *La philosophie au sens large*
Animé par Pierre Macherey
22/05/2002

Im Anfang war die Tat
L'homme productif (suite)

**Engels "Esquisse d'une critique de la
Nationalökonomie " (2)**

Revenons à l'analyse de la valeur et aux contradictions que recèle cette catégorie. Engels écrit :

“Cherchons à mettre un peu de clarté dans cette confusion. La valeur d'un objet comprend deux facteurs que les partis en présence ont voulu distinguer brutalement et comme nous l'avons vu sans succès. La valeur est le rapport du coût de production à l'utilité. La valeur sert d'abord à décider si d'une manière générale un objet doit être produit, si l'utilité compense le coût de production. Alors seulement on peut parler d'employer la valeur à l'échange. Le coût de production de deux objets étant supposé égal, l'utilité constituera le moment décisif et déterminera leur valeur comparative. Telle est la seule base légitime de l'échange. Mais si l'on en part, qui décidera de l'utilité d'un objet? La simple opinion des intéressés? Alors, un de ceux-ci se trouvera trompé en tout cas. Ou bien s'agira-t-il d'une qualité fondée sur l'utilité immanente de l'objet, indépendamment des parties en présence, sans qu'elles le connaissent? L'échange ne peut s'effectuer alors que par contrainte et chacun se considère comme trompé. Sans abolir la propriété privée, on ne peut supprimer la contradiction entre l'utilité inhérente, l'utilité réelle d'un objet et la détermination de cette utilité, entre la détermination de cette utilité et la liberté des échangistes. La propriété privée est-elle abolie? Il ne peut plus être question de l'échange tel qu'il s'exerce actuellement. L'application pratique du concept de valeur se réduira de plus en plus à la décision quant à l'utilité de telle ou telle production. Telle est d'ailleurs sa sphère propre.”
(*ECEN*, p. 472-473)

Qu'est-ce qui fait qu'une chose a une valeur, ce qui lui donne le statut d'une marchandise susceptible comme telle d'entrer dans le circuit des échanges et d'y opérer des déplacements soumis à des lois objectives, donc légitimes en droit ? Telle est la question que l'économie politique cherche à résoudre. Reprenons les deux réponses qu'elle lui a apportées: l'utilité (Say) et le coût de production (Ricardo). Ces deux réponses n'ont de sens que si elles sont considérées ensemble et non séparément: c'est une fois déterminé le coût de production d'une chose que se pose celle de son utilité, étant donné son coût de production. A coût de production égal, une chose peut-elle être considérée comme plus utile qu'une autre ? C'est sous cette condition qu'elle devient une marchandise échangeable, mais à une valeur qui reste à déterminer. Car si elle est vendue à son coût de production, son vendeur n'a aucun intérêt à l'échange; et si elle est appréciée selon son utilité, c'est son acheteur qui, à défaut d'y perdre, serait en reste. Là réside le mystère de la marchandise qui, dans les termes où le problème a été posé, ne peut s'échanger à valeur égale, que cette valeur soit déterminée en fonction du coût de production ou de l'utilité, parce que, si cela se faisait, le mobile même de l'échange, en

tant qu'il est quelque chose qui se distingue du simple troc, disparaîtrait, et l'objet de l'économie politique se dissiperait en fumée.

Mais l'énigme est levée lorsqu'est pris en compte le fait que les choses échangées appartiennent à des propriétaires. C'est en fonction des intérêts respectifs des partenaires de l'échange que celui-ci s'effectue, ce qui remet au premier plan la confrontation des points de vue, la compétition entre les propriétaires exclusifs de choses qui, si elles n'étaient pas des propriétés, des "biens", ne s'échangeraient pas. Les marchandises ne circulent pas toutes seules en obéissant à des lois objectives de mouvement qui seraient celles étudiées par l'économie; mais elles circulent sous le regard de leurs propriétaires, ce sans quoi elles resteraient immobiles. Qu'est-ce qui fait circuler les marchandises ? C'est l'intérêt qui leur est attaché par leurs propriétaires et qui détermine leur capacité à être achetées ou vendues: selon la logique commerciale, les choses ne sont pas les objets véritables de l'échange, mais seulement ses moyens, ses intermédiaires, on serait presque tenté de dire ses prétextes. Ainsi, sans propriété privée, pas d'échange : c'est cette condition en dernière instance que l'économie politique refuse de voir, ou plutôt cherche par tous les moyens à dissimuler.

Avec la remise au premier plan de l'intérêt des propriétaires, apparaît au grand jour la falsification dont dépend le processus de l'échange auquel l'économie essaie de donner un fondement objectif, ce qu'elle est empêchée de faire, car elle est incapable de surmonter l'opposition entre les deux formes sous lesquelles la valeur apparaît dans l'échange, opposition qui est un effet du régime de la propriété privée, c'est-à-dire l'effet de la cause qu'elle refuse précisément de prendre en compte en toute clarté :

“La différence entre la valeur réelle et la valeur d'échange se fonde sur le fait que la valeur d'un objet diffère du prétendu équivalent qu'on donne pour lui dans le commerce, ce qui veut dire que cet équivalent n'en est pas un. Ce que l'on appelle ainsi est le prix de l'objet. Equitable, l'économiste mettrait ce mot à la place de la valeur commerciale. Mais il faut bien qu'il sauve les apparences et qu'il fasse croire que le prix a quelque rapport avec la valeur. Sans cela, l'immoralité du commerce apparaîtrait trop clairement. En fait, la vérité est que le prix est déterminé par l'action réciproque du coût de la production et de la concurrence. C'est une loi fondamentale de la propriété privée. Cette loi, purement empirique, est la première découverte de l'économiste. C'est d'elle que, par abstraction, il a tiré sa valeur réelle, c'est-à-dire le prix au moment où il y a équilibre dans la concurrence, où l'offre et la demande se couvrent. Alors subsistent naturellement seuls les coûts de production. C'est ce que l'économiste appelle valeur réelle. A vrai dire, ce n'est qu'une détermination du prix. Mais tout est inversé dans l'économie. La valeur, qui est l'origine, la source du prix, dépend maintenant de son propre produit. On sait que cette inversion forme l'essence même de l'abstraction. On peut consulter Feuerbach sur ce point.” (ECEN, p. 473-474)

Remarquons d'abord que la première phrase de ce très dense paragraphe est citée par Marx dans une note du chapitre 5, “Les contradictions de la formule générale du capital “, de la deuxième section du livre I du *Capital*, qui est consacrée à l'étude de la transformation de l'argent en capital. Cette note est appelée par l'énoncé du problème qu'Engels a mis au point de départ de sa critique de l'économie politique: “Le commerce serait impossible s'il avait pour règle l'échange d'équivalents invariables.” (Marx, *Le capital*, trad. fr. Roy, éd. sociales, 1959, t. 1, p. 167; trad. fr. sous la responsabilité de J. P. Lefebvre, éd. PUF/Quadrige, 1993, p. 184. Dans la version originale allemande, ce chapitre 5 de la version française est joint au chapitre 4) C'est de là que tire son sens la notion de capital commercial, représentant la somme d'argent investie dans des échanges qui doivent rémunérer cet investissement. Dans le passage du texte principal auquel cette note est rattachée, Marx exprime ce mécanisme à l'aide de la formule A-M-A', où A' doit être supérieur à A: cette formule fait apparaître en

clair le fait que la marchandise est seulement l'intermédiaire du commerce dont l'objet véritable est l'argent, la seule "valeur" que la circulation soit susceptible d'augmenter, car si les choses que sont les marchandises ont en elles-mêmes une valeur, on ne voit pas en quoi le fait de passer de main en main permettrait de modifier cette valeur. Et pour souligner cette substitution de l'argent à la marchandise comme objet véritable de l'échange, Marx cite au même endroit du texte Benjamin Franklin: "La guerre n'est que brigandage, le commerce que fraude et duperie", assertion qui est bien dans l'esprit de l'analyse exposée par Engels dans son Esquisse de 1844.

Le rapprochement du texte d'Engels avec l'exploitation que Marx en fera par la suite dans *Le capital* présente l'intérêt de mettre en évidence ce qui fait défaut à l'explication d'Engels, et ne pouvait s'y trouver en raison du fait que cette explication épouse sans prétendre s'en écarter le mouvement du discours de l'économie classique. A l'explicitation de la falsification sur laquelle repose le commerce, falsification que le discours de l'économie reproduit à l'identique en application de l'adage "à réalité fausse, science fausse", manque ce qui en constitue la condition de possibilité, à savoir l'existence de l'argent, ou équivalent général dans lequel viennent se fondre toutes les valeurs des différentes marchandises, pour autant qu'elles en aient une chacune en propre. L'existence de l'argent, qui est tout sauf une donnée naturelle primitive, Marx la déduit dans le cadre de sa propre analyse de la marchandise, à laquelle est consacrée la première section du livre I du *Capital*, ce qui lui permet de la mettre ensuite à la base de son explication de la genèse du capital commercial. Mais Engels fait l'impasse sur elle, suivant en cela la démarche des économistes, dont on comprend alors qu'elle a pour motivation essentielle de camoufler l'allure réelle d'un processus, allure qu'ils perçoivent clairement en pratique, là où ils l'appréhendent sur le plan de ses effets, mais qu'ils dénaturent en théorie lorsqu'ils entreprennent d'assigner à ces effets leur cause, ce qui leur est interdit par la nature même du processus auquel ils adhèrent étroitement en pratique. On en revient à une idée qui a déjà été avancée: ce qui manque à l'économie politique, c'est une critique de son objet, qui lui permettrait d'avoir à l'égard de celui-ci le recul indispensable en vue de remonter à sa raison profonde. Et il faut remarquer qu'Engels est en contradiction avec lui-même lorsque, voyant et déclarant la nécessité de ce recul, il présente néanmoins comme inévitable la nécessité d'en passer par le discours des économistes qui n'en disposent pas, non par accident, mais en raison de ce qui fait la logique profonde de leur démarche.

Au premier plan de la réflexion d'Engels se trouve la falsification qui constitue à ses yeux la leçon principale de l'économie politique classique, et d'où celle-ci tire sa paradoxale vérité de science fausse: elle est une science fausse parce que son objet lui-même est faux, ce qui a pour conséquence qu'elle dit d'une certaine manière le vrai sur lui lorsqu'elle en reproduit dans son langage la falsification. Et ceci nous ramène à nouveau à Feuerbach qu'on ne s'étonne pas de voir cité expressément par Engels. La phrase pivot du passage de l'Esquisse que nous sommes en train de commenter, c'est: "Tout est inversé dans l'économie". La raison de cette inversion? C'est que tout est inversé dans la réalité même du monde que décrit l'économie, pour autant que celle-ci est interprétée à la lumière du commerce et de ses mécanismes, qui sont par essence des mécanismes faussés, frauduleux. C'est pourquoi l'économie joue en permanence de la confusion entre prix et valeur, ce qui lui permet d'opérer le tour de passe-passe qui fait croire que la marchandise porte en elle-même les conditions de l'enrichissement, ce qui confère abusivement à celui-ci une base objective, et donc une légitimité. Sans ce tour de passe-passe, "l'immoralité du commerce apparaîtrait trop clairement": le roi serait nu; or il faut, c'est à cela que sert l'économie, qu'on l'habille, pour qu'il apparaisse autre qu'il n'est en réalité, exactement comme dans l'échange commercial la chose, la

marchandise qui lui sert de véhicule, doit paraître avoir plus de valeur qu'elle n'en a pour se faire désirer au prix requis, qui est une expression déformée de sa valeur réelle.

En économie tout est inversé: il faut donc lire son discours en le remettant à l'endroit. On s'aperçoit alors que ce discours entre assez profondément dans l'analyse des mécanismes réels qui font fonctionner la réalité économique abordée par le biais de la catégorie initiale de valeur. L'économie politique prétend déterminer la valeur par le coût de production: et ici, c'est Ricardo que suit Engels. Pourquoi Ricardo et pas Say? Parce que, c'est implicite, mais cela joue un rôle important dans le déroulement du raisonnement, la détermination de la valeur de la marchandise par son coût de production met en évidence un fait qui est évident, mais dont les économistes semblent ne pas tenir compte, ce dont la raison est sans doute qu'ils sont perdus dans les nuages de la spéculation, à tous les sens du terme: à savoir le fait que la marchandise, avant d'être mise en circulation dans le commerce, et par là d'engendrer du profit, ce qui "intéresse" au premier chef les économistes, a dû être préalablement produite, et que c'est dans les conditions de cette production, donc sur un tout autre plan que celui de la circulation, qu'on a des chances de trouver le secret de la valeur. Bien sûr, pour pouvoir se vendre, il faut que les marchandises produites présentent une "utilité"; mais ceci fait intervenir un élément d'appréciation pour une grande part subjectif et contingent, sur lequel il n'est pas possible de s'appuyer pour déterminer objectivement la valeur de la marchandise; on ne voit d'ailleurs pas comment il serait possible de calculer l'utilité: c'est pourquoi il est préférable de partir du point de départ réel, c'est-à-dire des conditions de production de la marchandise en vue de mieux comprendre son statut économique, c'est-à-dire, selon le discours des économistes qui ne pensent en réalité qu'à ça, sa disposition à entrer dans le jeu des échanges.

Quels éléments l'économie politique fait-elle intervenir dans le calcul du coût de production de la marchandise ? Ils sont, écrit Engels, au nombre de trois :

"La rente foncière tirée du sol, nécessaire à la production de la matière première; puis le capital, le bénéfice y compris, enfin le salaire du travail indispensable à la production et à la finition." (*ECEN*, p. 474)

Si l'on y regarde de plus près, ces trois éléments se ramènent à deux. En effet, le capital n'est pas quelque chose de fondamentalement différent du travail :

"Les économistes avouent eux-mêmes que le capital est du "travail accumulé"." (*ECEN*, p. 474)

Comprenons: le capital n'est pas quelque chose d'indépendant du travail, sans lequel il n'existerait tout simplement pas. Le capital, c'est du travail sous une autre forme. Sur ce point, qui est bien sûr essentiel, Engels passe pour le moment très vite, et il poursuit :

"il ne nous reste donc que deux éléments: l'élément naturel et objectif, le sol, et l'élément humain et subjectif, le travail, qui comprend d'abord le capital."(*ECEN*, p. 474)

Qu'est-ce qui fait la valeur d'une marchandise? La matière première dont elle est faite, et ce qui a été ajouté à celle-ci par l'intervention humaine. Donc un élément objectif, naturel, et un élément subjectif, humain, qui a effectué la transformation du premier élément. Arrivé à ce point de son explication, Engels remarque qu'il est

nécessaire d'ajouter au calcul du coût de production de la marchandise un nouvel élément dont les économistes généralement ne tiennent pas compte :

“l'élément intellectuel, l'invention, la pensée qui est distincte du travail simple”.
(*ECEN*, p. 474)

Autrement dit l'apport humain qui intervient dans le calcul de la valeur se décompose lui-même en deux parties: le travail simple, il faut entendre par là le travail manuel par lequel ont été effectués les gestes qui ont matériellement produit la marchandise; et le travail intellectuel qui a été nécessaire à la conception des modalités de cette production dont on ne voit pas comment elle aurait pu aboutir à un résultat satisfaisant si elle avait été improvisée. Engels insère ici un développement sur la science comme force de production, créatrice de valeur: et il donne comme exemple à ce sujet la machine à vapeur, outil de base de la révolution industrielle qui a modifié de fond en comble les conditions de la production de marchandises porteuses de valeur. Les économistes oublient cet élément parce qu'à leurs yeux la science, ne coûtant rien, n'a pas de valeur: et effectivement, la plupart des inventions, leurs inventeurs les ont faites à leurs frais, pour elles-mêmes, donc indépendamment des conditions de leur application dans le monde réel de l'économie; mais il n'en reste pas moins qu'elles sont créatrices de valeur, et que sans elles les marchandises seraient dépourvues de valeur.

Du discours des économistes sur la manière de déterminer la valeur des marchandises on peut donc dégager provisoirement cette conclusion :

“Deux éléments de production sont en présence: la nature et l'homme, et, dans ce dernier, nous distinguons encore l'activité intellectuelle et l'activité physique.” (*ECEN*, p. 475)

La marchandise, qui joue le rôle d'intermédiaire dans les échanges commerciaux, et qui en circulant crée de l'enrichissement sous forme de valeur commerciale, est un mixte de naturel et d'humain, on dirait, en langage aristotélicien, de matière et de forme. C'est parce qu'on a trouvé le moyen de mettre en forme des matières premières, de faire descendre dans le bois, la pierre ou le métal l'art du réalisateur de produits finis, sous ses deux formes complémentaires de travail manuel et de travail intellectuel, qu'il y a des marchandises qui peuvent ensuite être mises en circulation dans le commerce et faire jouer le nouveau mécanisme exprimé selon Marx par la formule A-M-A'.

Ce cadre d'analyse mis en place, il est possible d'entrer plus avant dans l'examen des éléments qui déterminent la valeur de la marchandise. Prenons d'abord l'élément naturel, la matière première, qui est par définition ce qui est tiré du sol. Comment le sol, la terre, intervient-il dans la détermination de la valeur? Et que disent les économistes à ce sujet? Ils expliquent que le sol intervient dans la détermination de la valeur parce qu'il a lui-même une valeur, en principe naturelle, donc incréée, dont l'expression est la rente foncière, à savoir littéralement ce que le sol rapporte en tant que sol, et qui justifie que le sol puisse lui aussi, comme une marchandise, bien qu'il ne soit pas une marchandise comme les autres puisqu'il n'est pas un produit de fabrication, être mis en vente, et alors la rente foncière est représentée par le prix d'achat. Mais comment les économistes définissent-ils plus précisément la rente foncière? De fait, ils ne parviennent à en donner que des définitions contradictoires. Ricardo dit: la rente foncière est le produit de la différence entre le rapport du sol qui paie le loyer et le

rapport du sol le plus mauvais qui paie juste la peine de sa culture, calcul qui, dit Engels, tombe juste

“si on suppose qu’une baisse de la demande réagit à l’instant même sur la rente et soustrait ainsi à la culture une quantité correspondante du sol le plus mauvais” (*ECEN*, p. 475),

donc dans des conditions très particulières impossibles à généraliser. Contre cette définition,

“le colonel J. P. Tompson, partisan de la Ligue contre la loi sur les blés, opposa la définition d’Adam Smith qu’il renouvela et approfondit. Suivant lui, la rente foncière est le rapport entre la concurrence de ceux qui veulent user du sol et la quantité limitée de terres disponibles.” (*ECEN*, p. 475)

Les deux définitions ont en commun de faire apparaître que la rente foncière est le produit d’un excédent. Mais sur quoi cet excédent est-il obtenu ? C’est là qu’elles divergent. Bien que les termes de cette discussion soient très techniques, ses enjeux sont aisément repérables: la définition de Ricardo met en avant les qualités propres de la terre, le fait que le sol soit plus ou moins bon et fertile; la définition inspirée par Smith met au contraire en avant les formes prises par la compétition entre ses détenteurs potentiels, sur fond d’intérêt et de concurrence. En simplifiant, on pourrait dire que la première définition est “objective” et la seconde “subjective”, ce qui rend manifeste leur opposition. Les économistes, en se disputant ainsi, témoignent clairement du fait qu’ils n’ont qu’une vue partielle de la question. Car, au point de vue d’Engels, les deux définitions, présentées en alternative l’une par rapport à l’autre, doivent, si on y réfléchit bien, se compléter:

“La rente foncière est le rapport entre la productivité du sol, entre l’élément naturel (qui consiste lui-même dans les qualités naturelles du terrain et dans la culture apportée par l’homme, dans le travail qu’il a apporté à son amélioration) et l’élément humain, la concurrence.” (*ECEN*, p. 476)

Mais pourquoi alors les économistes se révèlent-ils incapables d’opérer ce réajustement qui va de soi? Parce qu’ils ont omis de prendre en compte que leur discussion n’a pas de sens en général, mais seulement sur la base du présumé fourni par le régime de la propriété privée. Si le sol n’appartenait pas à un propriétaire, il serait libre comme l’air, et il n’y aurait pas de rente foncière, c’est-à-dire qu’il n’aurait pas de prix, et en conséquence ne pourrait intervenir dans le calcul de la valeur. C’est ainsi par exemple qu’on ne fait pas intervenir dans le calcul du coût de production d’un produit manufacturé le prix de l’air respiré par les ouvriers.

Revenons à la définition “complète” de la rente foncière proposée par Engels en mettant bout à bout les deux segments dégagés par les économistes. Que fait-elle apparaître? Que si le sol intervient dans la détermination de la valeur des marchandises obtenues à partir des matières premières qui en sont extraites, ce n’est que pour une part, et peut-on ajouter une faible part, en tant que donnée purement naturelle dans l’existence de laquelle l’homme n’intervient pas; mais c’est aussi, pour une autre part, en tant que du travail humain y a été incorporé; et c’est encore également parce qu’il peut devenir objet de concurrence entre des détenteurs potentiels qui s’en disputent l’acquisition. Autrement dit, l’élément “naturel” qui intervient dans la détermination du coût de production des marchandises, ne pourrait le faire s’il n’était pas lui-même d’emblée informé par du travail et par des intérêts humains. Ainsi, il n’y a pas de

matière qui ne soit soumise à une forme et qui puisse être appréhendée indépendamment de sa soumission à une forme humaine dans son principe. Ceci, du moins, sous le régime de la propriété privée: car, si le sol n'était pas un bien économique, s'il n'appartenait pas à quelqu'un, si on pouvait en jouir comme on respire l'air, gratuitement en principe, de la manière dont exceptionnellement les terres vierges s'offrent à l'exploitation de pionniers qui, tels de nouveaux robinsons, s'installent où ils veulent, il serait bien une matière toute donnée dans laquelle il n'y aurait plus qu'à injecter de la forme en vue de produire de la valeur, en un sens qui ne serait d'ailleurs pas nécessairement celui que les économistes donnent à cette notion; mais, simultanément, il n'aurait lui-même économiquement aucune valeur, et il n'y aurait pas de rente foncière: la terre n'aurait de valeur que du fait d'être travaillée, et, au cas où elle cesserait de l'être, retournerait à l'état de terre vierge, à la disposition entière de nouveaux utilisateurs potentiels qui n'en seraient nullement les "propriétaires" en ce sens qu'ils pourraient disposer de la rente foncière attachée à la possession de ce sol. Les économistes disent: sans rente foncière, pas de valeur, puisque la rente foncière intervient dans le calcul de la valeur. Mais c'est l'inverse qui est vrai: sans valeur au sens économique du terme, donc sans propriété, pas de rente foncière.

C'est ici qu'on en revient à Proudhon. La propriété foncière, comme toute forme de propriété, c'est le vol :

"Le propriétaire foncier n'a le droit de rien reprocher au commerçant. Il vole puisqu'il monopolise le sol. Il vole puisqu'il exploite à son profit l'accroissement de la population qui augmente la concurrence et par suite la valeur de son bien. Il vole quand il afferme, puisqu'il s'approprie les améliorations faites par son fermier. Voilà le secret de la richesse toujours croissante des grands propriétaires fonciers." (ECEN, p. 476)

La rente foncière n'est nullement un droit de nature, comme se le figuraient les grands seigneurs de l'Ancien Régime, mais elle est un produit de la vie humaine et du travail humain. En anticipant beaucoup sur ce que dit littéralement le texte d'Engels, on irait jusqu'à avancer qu'elle est un "rapport social", notion qui fera fugitivement son apparition dans les dernières lignes de l'Esquisse.

Ce qui intéresse pour le moment Engels c'est que la rente foncière, donc ce qui détermine la valeur propre du sol, et en général des matières premières considérées en tant que telles, est un résultat de la propriété privée, qui dans son principe est un abus :

"L'appropriation primitive elle-même est justifiée par l'affirmation du droit de propriété commune, qui est antérieur encore. De quelque côté qu'on se retourne, la propriété privée conduit à des contradictions. Trafiquer la terre - la terre qui est condition première de notre existence, notre *Hên kai pan* - a été le premier pas vers notre transformation en objets de trafic. Il y avait, il y a encore aujourd'hui, immoralité à le faire. Seule la vente de sa personne dépasse ce trafic en infamie. Et l'appropriation primitive, la monopolisation de la terre au profit d'un petit nombre, l'exclusion des autres, privés ainsi de leur condition d'existence, ne le cèdent pas en immoralité au trafic du sol auquel on se livra plus tard." (ECEN, p. 477)

Robinson, cette figure emblématique de ce que MacPherson a appelé "l'individualisme possessif", peut bien se déclarer, s'auto-proclamer propriétaire de "son" île. Pour qu'il soit en mesure de le faire, il faut qu'il admette qu'avant sa venue dans celle-ci, elle n'appartenait à personne, c'est-à-dire qu'elle était à tout le monde. Et la seule chose qui légitime son droit, ou paraisse le faire, c'est qu'il est seul à occuper l'île et à pouvoir en parler comme de son île. Mais, en bonne logique, à partir du moment où d'autres, ou même un seul autre, vient à être également présent sur le sol de l'île, son droit, s'il continue à le revendiquer, se retourne en abus: c'est pourquoi, lorsque Vendredi fait son apparition, il est vital pour le propriétaire Robinson de réduire celui-ci au rang de sous-homme, voire même d'animal, dans tous les cas d'esclave, au

nom de son privilège de civilisé qui fume la pipe et aime se revêtir de costumes bariolés, alors que Vendredi est nu comme un ver, selon l'habitude, la chose est bien connue, de tous les sauvages: mais, en réalité, si Vendredi est nu, le roman de De Foe le précise bien, c'est parce que ses coreligionnaires l'ont déshabillé en vue d'en faire la victime de leur festin sacrificiel, pratique culturelle hautement civilisée. Robinson est arrivé le premier sur l'île, avec quelques outils et un grain de blé, qui sont d'ailleurs du travail accumulé, des éléments prélevés sur l'état de civilisation d'où il vient: et cela suffit dans son esprit à lui conférer le droit exorbitant de s'affirmer propriétaire de quelque chose qui, en fait, ne lui appartient pas.

On retrouve ici le raisonnement présenté par Rousseau dans le second *Discours*. Le jour où quelqu'un, le premier, a jeté son dévolu sur un bout de sol et a déclaré: "ceci est à moi!", a été ouvert le cycle de la grande imposture qui a fait les hommes inégaux entre eux, alors qu'ils sont égaux en nature. C'est la même idée qu'Engels reprend, en la poussant un peu plus loin: ont alors été posées les conditions qui ont rendu les hommes "objets de trafic", eux-mêmes susceptibles d'être, en tout ou en partie, appropriés par d'autres qui se sont mis, le mot se lit ici entre les lignes, à les exploiter. Or ceci est fondamentalement "immoral", de même qu'est aussi immoral le viol de la terre nourricière qui a conduit à la partager entre propriétaires, forcément inégaux, alors qu'elle est un tout, notre tout, notre *En kai pan*, en principe indécomposable et inaliénable, comme la lumière du soleil qui appartient naturellement à tous.

Qui est le légitime propriétaire du sol au nom du seul vrai droit qui soit? La terre elle-même, qui ne perd sa maîtrise naturelle sur ce qu'elle est et sur ce qu'elle produit naturellement par elle-même qu'à partir du moment où elle est "appropriée" par les hommes qui se mettent à y incorporer leur travail et leurs intérêts d'hommes, c'est-à-dire qu'elle est alors, en fait, pour une part dénaturée:

"Si nous laissons de côté la propriété privée, la rente se réduit à ce qu'elle est en réalité, à l'idée raisonnable qui est à sa base. La valeur du sol, distinguée du sol sous forme de rente foncière, revient au sol. Cette valeur que l'on doit mesurer par la productivité de surfaces égales, la masse de travail appliquée restant égale, intervient dans la détermination de la valeur des produits puisqu'elle est un élément du coût de production. Comme la rente foncière, elle consiste dans le rapport de la productivité à la concurrence, mais à la vraie concurrence, comme nous le développerons en son temps." (*ECEN*, p. 477)

Il y a bien dans la marchandise et dans ce qui en détermine la valeur quelque chose qui vient du sol, de la nature, sans apport étranger. Mais cette valeur sortie du sol n'appartient qu'au sol lui-même, et si celui-ci peut intervenir dans la constitution de choses élaborées à partir de matières premières qu'il a données, et non vendues, on ne voit pas comment il pourrait transmettre ses valeurs à d'autres personnes, dans le cadre d'un contrat légal d'échange.

Pour réutiliser des éléments empruntés à la légende wagnérienne, qui, à plusieurs années de distance, demeure imprégnée des préoccupations qui obsédaient la Jeune Allemagne des années 1840, la donnée première naturelle, le *En kai pan* auquel toutes les richesses humaines ont dû être arrachées, c'est le Rhin, le fleuve au large cours inexorable et aux profondeurs insondables dans lesquelles il berce et laisse chanter ses filles; mais dès lors que l'or, qui gît dans une anfractuosité de son lit, lui a été dérobé, volé - et à quel prix! Rien moins que le renoncement à l'amour! -, par le nain diabolique Alberich, le cycle infernal est enclenché: l'or, devenu matière première à manufacturer par le travail des esclaves Niebelungen, sera à son tour volé à Alberich par Wotan, assisté des conseils du rusé Juif qu'est Loge, le conseiller financier, on serait presque tenté de dire l'économiste, des dieux; Wotan devra ensuite céder l'or aux géants

Fasolt et Fafner en paiement de leur travail qui a permis la construction sa splendide maison, le Walhalla: et les deux frères géants s'en disputeront alors entre eux la possession au cours d'un monstrueux combat à mort, à l'issue duquel le vainqueur, se transformera en dragon, à l'image d'un banquier d'Etat adepte de l'économie nationale de Frédéric List, en vue de défendre âprement la possession du trésor qu'il s'est, c'est le cas de le dire, chèrement acquise. Chez Wagner, pour que le cycle fatal, symbolisé par l'anneau, soit rompu, il faudra que toutes sorte d'événements violents et par définition improbables se produisent au cours des trois "journées" du drame: qu'un inceste fort peu légal s'accomplisse pratiquement sous les yeux des spectateurs, qu'une des filles de Wotan lui désobéisse gravement à cette occasion, en prenant la défense du frère et de la soeur devenus amants crucifiés, puis qu'elle soit chassée du ciel où les dieux vivent à part des hommes, et qu'elle soit envoyée en exil sur la terre, protégée des concupiscences étrangères par un cercle de feu; il faudra que l'enfant né des fruits de l'inceste, le bouillant Siegfried, s'unisse à elle par un viol qui, à nouveau s'accomplit sous les yeux des spectateurs abreuvés d'horreur, puis que, sous un traître déguisement, il la livre aux assauts de celui qu'il s'est choisi pour beau-frère, le sinistre Günther, et qu'enfin il meure assassiné par le fils d'Alberich, Hagen, un très vilain bonhomme, en représailles du vol de l'or; alors, Brunnhilde, immolée sur un bûcher dont l'embrasement signifie le crépuscule des dieux, paie de sa propre personne la restitution de l'or au Rhin paternel. Lorsqu'on entend cette scie qu'est devenue la chevauchée des Walkyries, on a trop tendance à oublier de quoi ça parle: c'est la genèse de la rente foncière et les funestes conséquences de son instauration qui s'y trouve légendé, et en plus avec de la musique !

Les péripéties du drame wagnérien relèvent de l'ordre de la fable et du mythe. L'analyse d'Engels se situe en principe sur un tout autre plan. Et pourtant elle ne s'interdit pas à l'occasion le recours aux coups de théâtre. Lorsqu'il écrit que la valeur du sol "consiste dans le rapport de la productivité à la concurrence, mais à la vraie concurrence, comme nous le développerons en son temps", Engels introduit dans son raisonnement, par un habile effet de construction dramatique, un élément de suspense, véritable *deus ex machina*, destiné à maintenir son lecteur en haleine en suscitant chez celui-ci une troublante interrogation tout en en réservant pour le moment la réponse. Quelles formes peut prendre cette "vraie concurrence" ou émulation entre des producteurs appliquant des masses de travail égales à des surfaces de sol égales, non seulement en superficie mais aussi en productivité? Comment un tel régime peut-il être instauré et fonctionner? Où et quand cela va-t-il se faire? Il suffit, au point où l'analyse est parvenue de son développement, que ces questions puissent être soulevées, et qu'elles paraissent incontournables du seul fait de l'immoralité du système existant.

Pour approcher de la solution du problème ainsi posé, Engels en vient au point essentiel, qui constitue le noeud de ce problème, à savoir la distinction du capital et du travail:

"Nous avons vu qu'à l'origine capital et travail sont identiques. Les dissertations des économistes nous montrent de plus que le capital, qui est le résultat du travail, redevient dans le procès de production (*im Prozesse der Produktion*) le substratum, la matière du travail. La distinction du capital et du travail, posée pour le moment, se résout de nouveau en leur identité. Et cependant l'économiste sépare le capital du travail; il maintient la distinction; il ne reconnaît l'identité des deux termes que dans la définition du capital qui est du "travail accumulé". Résultat de la propriété privée, l'opposition entre le capital et le travail n'est que la scission du travail en lui-même (*Entzweigung der Arbeit in sich selbst*) et cette scission correspond à cet état de division et en procède. Cette opposition une fois établie, le capital se subdivise encore en deux parties: le capital primitif et le profit, ce dernier étant l'accroissement du capital au cours du procès de production, et cependant, dans la pratique, le profit est de nouveau réuni au

capital et mis en circulation avec lui (*obwohl die Praxis selbst diesen Gewinn sogleich wieder zum Kapital schlägt und mit diesem in Fluss setzt*). Le profit lui-même se divise à son tour en intérêt et en profit proprement dit. Avec l'intérêt, on pousse ces divisions et ces subdivisions jusqu'au comble de l'absurdité. L'immoralité de l'usurier, du prêteur qui empoche sans avoir à travailler, qui touche un intérêt pour consentir un simple prêt, bien qu'ayant sa racine dans la propriété privée, saute par trop aux yeux. La conscience naïve du peuple qui, sur ces sujets, a souvent raison, l'a flétrie depuis longtemps. Toutes ces oppositions, toutes ces divisions subies procèdent de la séparation originelle entre le capital et le travail - séparation qui trouve sa forme achevée dans la division de l'humanité en capitalistes et ouvriers." (*ECEN*, p. 477-8)

Le raisonnement développé dans ce paragraphe suit à nouveau le modèle feuerbachien: l'économiste sépare le capital du travail comme le théologien sépare le ciel de la terre. Mais, ce que la théorie sépare, la *praxis*, à nouveau le réunit, et c'est à elle qu'il appartient de dire ce qu'il en est en vérité: si on en revient à la réalité du procès de production, là où en pratique la valeur se forme, on s'aperçoit que le capital n'est rien de différent du travail, mais au contraire s'unit à lui, se fond en lui. C'est donc par abus que le capital est présenté comme une réalité isolée, et les artificieuses catégories dans lesquelles on décompose sa prétendue substance autonome, qui évoquent les débats sur la Trinité, n'ont d'autre rôle que de masquer cet abus sous des arguties fallacieuses (dans une note du chapitre 4 de la deuxième section du *Capital*, consacré à "la formule générale du capital", Marx cite ce passage de l'Esquisse d'Engels: "Le capital se subdivise en deux parties: le capital primitif et le profit, ce dernier étant l'accroissement du capital... , et cependant, dans la pratique, le profit est de nouveau réuni au capital et mis en circulation avec lui." (Marx, *Le capital*, trad. fr. Roy, éd. sociales, 1959, t. 1, p. 156; trad. fr. sous la responsabilité de J. P. Lefebvre, éd. PUF/Quadrige, 1993, p. 171); bien que Marx ne développe pas l'interprétation qu'il fait de cette citation, le sens qu'il lui attribue est manifeste: c'est la pratique qui a le dernier mot sur la théorie; ce que la théorie (économique) désunit, la *praxis* (du procès de production) le réunit: et c'est la *praxis* qui est dans le vrai, ce qui confirme le primat de la pratique en tant que critère de vérité.)

La cause de cet abus, toujours la même, est manifeste: c'est la propriété privée, qui fait que certains s'arrogent un droit de possession, non seulement sur des portions de sol arrachées au *En kai pan* de la terre, mais sur des parts de travail humain transformées en capital, ce qui est la condition pour qu'elles soient extorquées à leurs détenteurs légitimes, les travailleurs eux-mêmes. Ceux-ci, d'ailleurs, ne sont pas complètement dupes de l'opération, et, lorsqu'ils sont les proies d'usuriers qui grâce à la factice substantification du capital peuvent faire de l'argent en dormant, ils voient clairement et dénoncent à haute voix la spoliation dont ils sont les victimes en raison de l'autonomisation du procès d'accroissement du capital artificiellement dissocié de la réalité du procès de production, et ainsi transformé en instrument d'assujettissement et d'oppression. Et, en soulignant ce dernier point, Engels, qui est parti de Feuerbach, va plus loin et dans une autre direction que Feuerbach: la division ainsi opérée, en effet, n'est pas seulement la division formelle entre l'homme et son essence, entre le sujet et ses objets, mais c'est le partage concret de l'humanité en deux parts, on ne parle pas encore de classes ni de lutte des classes, les capitalistes et les ouvriers, c'est-à-dire concrètement les riches (qui n'ont pas besoin de travailler) et les pauvres (qui ont besoin de travailler pour survivre), partage qui est la conséquence et la mise en oeuvre réelle de la division artificielle du capital et du travail.

Les contradictions de l'économie sont donc les expressions des contradictions réelles de la société, dont à leur manière, dans leur langage qu'il faut décrypter, elles énoncent le caractère intolérable :

“Cet antagonisme devient chaque jour plus accusé, et doit comme nous le verrons s’accroître sans cesse. Mais en dernier ressort, il est impossible de maintenir cette opposition ainsi que la séparation du sol d’avec le capital et le travail.” (ECEN, p. 478)

Alors que, dans les lignes précédentes, il était feuerbachien, Engels est ici hégélien. La réalité économique telle que nous la connaissons, et dont les économistes essaient vainement de raccommo­der les lambeaux, est fondée sur une division fondamentale, celle qui vient d’être mise en évidence, la division formelle du capital et du travail incarnée concrètement dans la division des capitalistes et des travailleurs. Il est vain de croire que cette contradiction pourrait s’atténuer par elle-même et qu’un équilibre pourrait finir par s’installer entre les termes opposés: si elle doit se résoudre, c’est au contraire en passant par l’aggravation de ses aspects négatifs et des tensions que ceux-ci provoquent. C’est dans la contradiction qu’il faut chercher la racine du mal et les conditions de son dépassement, par la remise en cause radicale du régime de la propriété privée dont aucun aménagement partiel ne permettra de stabiliser les effets de manière à les rendre définitivement viables. Il s’agit d’une nécessité logique. Mais cette nécessité logique est en dernière instance appuyée sur des raisons éthiques: une société fondée sur un principe immoral qui la ronge de l’intérieur est condamnée à disparaître, et c’est dans sa structure même qu’elle porte cette condamnation.

Il n’y a rien d’autre à tirer de la lecture des économistes que ce verdict, ce constat d’inviabilité d’un système qui cherche en vain à faire oublier ses défauts constitutionnels :

“On ne peut songer à apprécier à combien s’élève, pour un produit déterminé, la part du sol, du capital et du travail. Les trois grandeurs sont incommensurables. Le sol fournit la matière première, mais il ne le fait qu’aidé du capital et du travail; le capital suppose le sol et le travail, le travail exige au moins le sol et, dans la plupart des cas, le capital. Les fonctions de ces éléments sont totalement différentes. Il est impossible d’en trouver un quatrième qui leur serve de commune mesure. S’agit-il dans les conditions actuelles de procéder à la répartition du revenu entre ces trois facteurs, une commune mesure fait défaut. Un étalon fortuit, étranger, en décide: c’est la concurrence, le droit du plus fort sous son aspect éthéré. La rente implique la concurrence, le profit sur le capital est uniquement déterminé par elle, et nous verrons bientôt ce qu’il en est du salaire.” (ECEN, p. 478)

Autrement dit, la détermination objective de la valeur par le calcul du coût de production, qui prétend additionner des réalités de nature différente, puisque les unes sont du ciel et les autres de la terre, n’est qu’un leurre. La seule chose qui fasse tenir entre eux les éléments de ce calcul, lui conférant ainsi une signification pragmatique qui n’est en aucun cas une garantie de légitimité, c’est la réalité de la concurrence, donc de la compétition permanente, dans le cadre d’une société où les hommes sont divisés entre eux: si le sol intervient dans la détermination de la valeur, c’est en tant qu’il est l’objet d’une concurrence; si le capital y intervient également, c’est parce qu’il est le résultat de la concurrence; et si le travail intervient en fait dans la détermination de la valeur proposée par les économistes, c’est en tant que son coût est évalué par l’intermédiaire du salaire, et ici à nouveau doit intervenir la concurrence. Or la concurrence n’existerait pas s’il n’y avait pas la propriété privée, sur laquelle repose tout le système, ce que les économistes se gardent bien de dire, car cela relativiserait sur le fond les résultats de leur analyse.

C’est pourquoi, à l’arrière-plan des litanies des économistes, il faut se mettre à l’écoute de la vraie imploration qu’ils marmonnent en silence dans le secret de leur cœur, “Sainte Propriété, priez pour nous !”. En effet, sans elle, leurs élucubrations s’effondrent

“Faisons abstraction de la propriété privée, et toutes ces oppositions antinaturelles s’évanouissent. La différence entre l’intérêt et le profit tombe. Le capital n’est rien sans

le travail, sans le mouvement. Le profit n'est plus que le poids que le capital jette dans la balance où se détermine le coût de production. Il demeure une partie intérieure du capital. Le capital lui-même se résout dans son identité primitive (*seine ursprüngliche Einheit*) avec le travail." (ECEN, p. 478)

Les distinctions laborieusement mises en place par le discours de l'économie n'ont de sens que rapportées à une réalité elle-même divisée, en rupture avec l'identité primitive de la nature, de l'*En kai pan* où capital et travail ne font qu'un, et où il apparaît que l'unique source de la valeur, c'est le travail. Or c'est précisément ce dont les économistes ne veulent pas entendre parler :

"Chez les économistes, le travail, facteur essentiel de la production, la "source de la richesse", la libre activité de l'homme, passe un mauvais moment. Le capital avait déjà été séparé du travail: le travail est encore scindé une seconde fois. On lui oppose le produit du travail sous forme de salaire, on les distingue, et comme toujours, c'est la concurrence qui détermine ce salaire. Nous avons vu en effet qu'il n'existe pas de mesure fixe permettant d'évaluer la part du travail dans la production. Supprimons la propriété individuelle et cette distinction anti-naturelle s'évanouit: le travail est son propre salaire; ainsi apparaît au grand jour la vraie signification du salaire jusqu'ici aliéné (*die wahre Bedeutung des früher veräusserten Arbeitslohnes kommt an den Tag*): c'est la part du travail dans la détermination du coût de production d'un objet."

Les économistes reconnaissent que le travail intervient dans la détermination objective de la valeur, mais pour une part seulement, alors qu'en réalité le travail est l'unique source de la valeur. Autrement dit, leur analyse consiste à sanctionner le fait que le travail soit amputé d'une partie de sa valeur. Comment s'opère cette amputation? Par le jeu du salaire, qui est censé équivaloir au coût réel du travail tel que celui-ci intervient dans le calcul de la valeur de la marchandise, alors qu'il est en fait déterminé par une contrainte extérieure au procès de la production lui-même, qui est la concurrence. C'est sur le marché du travail qu'est calculée la part de son travail qui revient au travailleur sous forme de salaire: une part plus ou moins grande ou petite selon que l'offre et la demande de travail sont équilibrées entre elles. Sur le marché du travail, c'est l'ouvrier qui offre, ou plus précisément qui vend, et c'est le capitaliste qui demande, ou achète, selon un partage des rôles dont l'unique fonction est de déterminer le degré de la spoliation dont le travailleur sera de toutes façons la victime, degré plus élevé si l'offre est supérieure à la demande, moins élevé dans le cas inverse.

Et, à nouveau, c'est le régime de la propriété privée qui se retrouve au principe de ce système: si le capitaliste ne s'arrogeait pas une propriété exclusive sur le capital alors que celui-ci est du travail accumulé, et, il faut le préciser, du travail d'autrui accumulé, la part de l'ouvrier ne serait pas réduite au salaire, et celui-ci ne serait pas soumis à des fluctuations dont, bien sûr, il n'a pas la maîtrise. Ceci est "anti-naturel", *unnatürlich* : si le travail était rémunéré à son vrai prix, celui-ci équivaldrait à la totalité de la valeur qu'il produit, et non seulement à une partie de celle-ci. La notion de "sur-valeur" (*Mehrwert*), ou comme on avait pris l'habitude de dire de "plus-value", qui correspond à la différence entre la valeur réelle du travail et le salaire, cette sur-valeur extorquée au travail pour enrichir le capital, se lit ici entre les lignes du texte, bien qu'elle ne soit pas formellement exprimée.

De là, Engels passe à l'examen de la concurrence, qui est la conséquence directe de la propriété privée, cet effet dont la cause doit rester cachée :

"Nous l'avons vu: tant que subsiste la propriété privée, tout se ramène en fin de compte à la concurrence. Elle est la catégorie essentielle de l'économiste, elle est sa fille chérie qu'il couvre de caresses. Mais prenez garde: à quelle tête de Méduse n'a-t-il pas donné naissance." (ECEN, p. 479)

Dans le fond de son coeur, l'économiste chante: "Sainte Propriété, priez pour nous ! ", mais on l'entend seulement psalmodier: "Sainte Concurrence, priez pour nous!". L'économiste a en effet besoin de la concurrence comme principe de régulation des échanges. Qu'est-ce que l'économie? C'est l'appel à laisser ce qu'elle appelle le marché, qui est son objet de prédilection, s'auto-réguler par l'intermédiaire de la concurrence. Le discours de l'économie libérale a au moins le mérite d'énoncer cela en clair, c'est-à-dire de déclarer: sans la concurrence, pas de lois économiques qui tiennent, et l'économie serait livrée au jeu du hasard. Mais, ce qu'elle ne va pas jusqu'à déclarer, c'est: sans la propriété privée, pas de concurrence, qui est justement la forme économique du hasard, puisque l'économie libérale est celle qui prêche que l'unique principe régulateur qui vaille doit, pour exercer pleinement sa tâche, être lui-même dérégulé. C'est parce qu'il y a la propriété privée qu'il faut la concurrence, seul élément stabilisateur d'un système anti-naturel qui, sans ce régulateur, serait inévitablement voué à la crise, et serait en tout cas incompréhensible. Mais ceci ne doit pas faire oublier que la concurrence est génératrice des crises qu'elle est censée combattre.

Au fond, ce que décrit et théorise l'économie politique, c'est un état de crise généralisé, magiquement transmué en une forme d'équilibre garantie par la soumission aux "lois" de l'économie. Le régime de la propriété privée, qui est fondé sur la division du *En kai pan*, de ce qui est naturellement commun, c'est en réalité la guerre de tous contre tous :

"La conséquence première de la propriété privée était la scission de la production en deux éléments opposés, l'élément naturel et l'élément humain, le sol, qui, s'il n'est pas fécondé par l'homme reste stérile et mort, et l'activité humaine (*die menschliche Tätigkeit*) qui ne peut s'employer sans le sol. Nous avons vu ensuite que l'activité humaine se décompose à son tour en capital et en travail qui à leur tour s'opposent. Nous avons donc déjà trois éléments luttant entre eux au lieu de se soutenir réciproquement. Ce n'était pas suffisant: la propriété privée exige de plus le morcellement de ces trois éléments. Un fonds s'oppose à un autre fonds, un capital à un autre capital, une force travail à une autre force de travail. En d'autres termes, la propriété privée isole les individus et les enferme dans leur propre particularité (*das Privateigentum jeden auf seine eigne rohe Einzelheit isoliert*); chacun cependant a le même intérêt que son voisin: aussi chaque propriétaire foncier est-il l'ennemi de tout autre propriétaire foncier, chaque capitaliste, l'ennemi de tout autre capitaliste, chaque ouvrier l'ennemi de tout autre ouvrier. En vertu de leur égalité, même les intérêts égaux deviennent hostiles. Dans cette hostilité, l'immoralité qui régnait jusqu'ici arrive à la perfection: cette perfection est la concurrence." (*ECEN*, p. 479)

On devine comment Marx a pu réagir, sans doute sursauter, à la lecture de ce paragraphe de l'article d'Engels. Tout ce qui le précède, comme par exemple la discussion autour du calcul de la valeur, était pour lui relativement nouveau, et sans rapport direct avec les problèmes qui l'avaient jusqu'alors préoccupé de façon dominante: s'il avait eu déjà un abord au monde de l'économie, c'était uniquement par l'intermédiaire de Hegel et son analyse de la société civile, et de Hess et sa philosophie de l'argent, qui développaient leurs analyses sur un tout autre terrain. Mais voici qu'Engels, dans le cadre de sa déduction des effets du régime de la propriété privée qui est selon lui le présupposé latent de toute la science des économistes, en vient à formuler en propres termes la thèse à laquelle Marx était lui-même parvenu en suivant un autre chemin: "la propriété privée isole les individus et les enferme dans leur propre particularité ". C'est toute la théorie de l'individualisme abstrait, idéalement projetée dans le langage céleste de la politique à travers la revendication des droits de l'homme, théorie longuement examinée et critiquée dans la première partie de *La Question juive* à la lumière des enseignements dégagés de la lecture que Marx avait faite des *Principes de la philosophie du droit* de Hegel, qui est ici résumée en toutes lettres. Est ainsi fait le lien entre des lignes de réflexion qui s'étaient développées de manière indépendante,

même si Hegel lui-même avait dû étudier l'économie politique chez Smith et chez Stewart, en vue de former son concept de société civile comme système des besoins fondé sur le principe de la division du travail. Marx a pu ainsi se convaincre qu'Engels, à l'aide d'instruments différents, traitait au fond le même sujet que lui, à savoir l'homme aliéné parce qu'il est divisé, l'homme séparé de lui-même, selon la leçon de Feuerbach, mais aussi séparé des autres, comme cela apparaît sur le double terrain de l'économie et de la politique.

Engels explique donc que, là où les économistes entreprennent de faire voir un ensemble harmonieux régi par des lois, il n'y a partout qu'opposition et lutte. La libre circulation des marchandises ne créerait pas d'enrichissement si la manière dont la valeur est réellement formée dans le cadre du procès de production n'était pas marquée par la division et foncièrement "immorale" (*unsittlich*). Toute la question est de savoir si ce système, qui n'est certainement pas naturel dans son principe, correspond à une nécessité inévitable et s'il est réellement impossible, comme les économistes veulent le faire croire, de vivre et d'agir autrement, la seule voie offerte à l'activité humaine étant de se plier aux règles de ce système.

Cette question étant soulevée, on est donc amené à se demander s'il n'y a d'autre alternative à la libre circulation des marchandises que le retour au monopole. Mais il est clair que le monopole n'est lui-même qu'une autre forme de la concurrence: et loin de remettre en cause le présupposé de la propriété privée, il ne fait que le rendre un peu plus rigide et inamendable. Les économistes libéraux ont eu raison de dénoncer les entraves à l'activité humaine créées par le monopole. Mais ils ne sont pas allés jusqu'à voir et à faire voir que leur propre doctrine butait sur la même difficulté et la rendait non moins insoluble:

"La contradiction qui affecte la concurrence est celle de la propriété privée. L'intérêt de chaque individu demande qu'il possède tout. L'intérêt de l'ensemble veut que chacun possède autant. L'intérêt général et l'intérêt particulier s'opposent donc diamétralement. La contradiction que renferme la concurrence est la suivante: chaque individu doit aspirer au monopole; d'autre part, la communauté comme telle y perd et doit donc éliminer le monopole. Mais la concurrence suppose le monopole, le monopole de la propriété. Ici éclate l'hypocrisie des libéraux: tant que subsiste le monopole de la propriété, la propriété du monopole est justifiée; car la propriété elle-même n'est qu'un monopole octroyé une fois pour toutes. C'est une demi-mesure dérisoire que d'attaquer les petits monopoles et de laisser subsister le monopole essentiel. Comme nous l'avons vu, l'économiste prétend que rien n'a de valeur s'il ne peut être monopolisé; il s'ensuit que tout ce qui répugne à cette monopolisation ne peut intervenir dans les luttes de la concurrence. Nous affirmions que la concurrence suppose le monopole. Notre opinion était donc entièrement justifiée." (*ECEN*, p. 480)

C'est au nom du monopole, du vrai monopole, celui de la propriété privée, que les libéraux luttent contre le monopole. Et c'est parce qu'ils raisonnent en se maintenant à l'intérieur du cadre défini par la concurrence de tous contre tous qu'ils ne sortent qu'en apparence du monopole: ce qu'ils veulent, c'est plus de concurrence, sous la forme d'une concurrence libre, donc tendanciellement déchaînée, dont les conséquences sont, pour les victimes du système, accablantes, et en tout cas profondément déstabilisantes. Se soumettre entièrement à la loi de la concurrence, dans l'espoir d'en tirer pour soi-même un profit, c'est s'exposer aux variations de l'offre et de la demande, en se mettant dans la position d'un joueur qui parie dans le vide, car même les riches peuvent à tout moment perdre au jeu de la concurrence:

"La loi qui règne ici implique une compensation perpétuelle: ce que l'on perd ici, on le regagne là. L'économiste trouve cette loi admirable, c'est sa gloire, ses yeux ne peuvent s'en rassasier; il l'admire dans toutes les conditions, possibles et impossibles. Pourtant il est évident que cette loi est une pure loi naturelle; ce n'est pas une loi de l'esprit.

C'est une loi qui engendre la révolution (*ein Gesetz das die Revolution erzeugt*). L'économiste vient avec sa belle théorie de l'offre et de la demande, il vous démontre que "jamais on ne saurait assez produire". La réponse de la réalité est fournie par les crises commerciales qui réapparaissent aussi régulièrement que les comètes et qui sévissent en moyenne tous les cinq ans... Que doit-on penser d'une loi qui ne peut se réaliser que par des révolutions périodiques? C'est tout simplement une loi naturelle fondée sur l'inconscience de ceux qui la subissent." (ECEN, p. 481)

Cette dernière phrase a suffisamment frappé Marx pour qu'il la cite dans le chapitre 1 de la première section du livre I du *Capital* consacré à "la marchandise", dans le cadre du développement consacré au fétichisme de la marchandise (Marx, *Le capital*, trad. fr. Roy, éd. sociales, 1959, t. 1, p. 87; trad. fr. sous la responsabilité de J. P. Lefebvre, éd. PUF/Quadrige, 1993, p. 86).

Cette citation se rattache au passage suivant du texte de Marx :

"Il faut que la production marchande se soit complètement développée avant que de l'expérience même se dégage cette vérité scientifique: que les travaux privés, exécutés indépendamment les uns des autres, bien qu'ils s'entrelacent comme ramifications du système social et spontané de la division du travail sont spontanément ramenés à leur mesure sociale proportionnelle. Et comment? Parce que dans les rapports d'échange accidentels et toujours variables de leurs produits, le temps de travail social nécessaire à leur production s'impose par la force comme loi naturelle régulatrice, de même que la loi de la pesanteur se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête."

Pour rendre compte de cette régulation spontanée, qui s'effectue indépendamment de toute prise de conscience de la part de ceux qui en subissent les effets, quels que soient ceux-ci, Adam Smith s'était servi de la métaphore de "la main invisible", dans laquelle on a souvent voulu voir, probablement à tort, une résurgence de la doctrine providentialiste. C'est bien de cela qu'il s'agit ici: en insistant sur le caractère "naturel" et "inconscient" de la loi censée équilibrer les échanges, Engels, et Marx après lui, cherchent à attirer l'attention sur ce qu'a d'inhumain le système ainsi constitué qui, en même temps qu'il libère de façon sauvage les intérêts particuliers, ne se soucie aucunement d'eux en particulier. Ce sont les mêmes lois de la pesanteur qui expliquent que la maison puisse être construite et détruite, et elles sont complètement indifférentes aux besoins et aux aspirations de l'occupant de la maison qui, tout simplement, ne les concernent pas car elles ne leur sont pas destinées: mais si celui-ci reçoit sa maison sur la tête, ce sera pour lui une piètre consolation de le savoir. Il en va de même avec la concurrence: sans doute, celle-ci joue du hasard, comme le font tous les phénomènes naturels dont rien ne permet de prédire exactement le déroulement; mais elle n'en est pas moins soumise à des principes de régulation, du type de ceux auxquels sont soumis aussi les phénomènes naturels: ces principes de régulation s'appliquent en passant complètement par-dessus la tête des individus entraînés dans les mouvements que déchaîne la concurrence. On peut donc parler de lois de la concurrence, exactement comme les jeux de hasard sont soumis à la loi des grands nombres: mais cela n'empêche que, dans la réalité concrète de ses manifestations, elle donne lieu à une essentielle instabilité, dont la forme par excellence est la crise économique.

Il y a dans la notion de crise, telle que l'exploitent les économistes, quelque chose de fascinant et de paradoxal. La crise est un phénomène perturbant: littéralement elle fiche tout par terre. Mais, d'une part, elle est nécessaire, inévitable, ce qui lui confère une sorte de réalité matérielle incontournable, celle propre aux choses qui

existent même si leur existence prend une forme avant tout négative, ce qui est aussi le cas de la guerre, dont l'économie de marché n'est au fond qu'une forme particulière; et d'autre part, elle revient périodiquement, un peu de la manière dont s'effectuent les révolutions astronomiques ou le retour des comètes. Si l'économie était une science utile, elle permettrait d'éviter les crises. Mais, de cela, elle est manifestement incapable: pire, elle se délecte à sa façon de la contemplation de ces étranges événements dont le mystère demande à être percé, et qui offrent à ses analyses d'irremplaçables occasions. La tactique adoptée par Engels revient à prendre au mot le discours des économistes sur la crise et à le pousser jusqu'à ses dernières conséquences: oui, la réalité qu'ils décrivent, celle d'une économie fondée sur les lois du marché, qui a en dernière instance pour présupposé la propriété privée, est sujette à des crises qui, à travers le fait même qu'elles sont soumises à des lois, rendent manifeste qu'elles constituent fondamentalement sa loi. La concurrence, c'est la perspective éternelle de la crise, c'est en quelque sorte la révolution permanente: et on a peine à imaginer, à moins d'avoir complètement perdu la tête, que ce soit la condition idéale pour assurer à l'humanité une existence libre et épanouie.

Mais les crises sont-elles réellement fatales? Pour résoudre cette question, Engels paraît dans cette partie de son texte s'engager dans une théorie de la planification, une affaire qui va tenir la route durant plus d'un siècle, et par laquelle le marxisme sera très directement concerné, avec des bonheurs divers. De cette planification, qu'il ne faut pas confondre avec le monopole de la *Nationalökonomie*, on attend qu'elle introduise dans l'ordre économique une autre forme de régulation que celle, censément naturelle, fournie par la loi du marché, et qui permette de prévenir ou de corriger les effets de cette dernière:

“Si les producteurs comme tels savaient les besoins des consommateurs, s'ils organisaient la production, s'ils se la partageaient, l'instabilité de la concurrence, sa tendance aux crises deviendrait impossible. Produisez consciemment, comme des hommes, et non comme des atomes isolés sans conscience générique et vous échapperez à tous ces antagonismes artificiels, intolérables. Mais tant que vous persévérerez dans ce mode de production inconscient, contraire à la raison, livré au hasard, les crises commerciales subsisteront. Chacune d'elles sera plus universelle, c'est-à-dire plus pernicieuse que la précédente. Elle ruinera une plus grande masse de petits capitalistes. Elle augmentera les effectifs de la classe qui ne vit que de son travail (*die Anzahl der bloss von der Arbeit lebenden Klasse*). Elle accroîtra la masse du travail qui demande emploi et aggravera donc le problème fondamental qui préoccupe nos économistes; elle suscitera enfin une révolution sociale (*eine soziale Revolution*) telle que leur sagesse scholastique est incapable d'imaginer.” (*ECEN*, p. 481-482)

Si on lit attentivement cette page, on se rend compte qu'Engels n'escompte pas de la planification qu'elle apporte une solution miracle aux problèmes soulevés par l'économie libérale de marché. Ce qu'il cherche à mettre en évidence, c'est plutôt l'impossibilité d'une telle solution miracle. Disons qu'au minimum son propos est ambigu, comme le révèle le contraste syntaxique qui passe entre les deux phrases où il parle de la planification, dont l'une est au conditionnel, ce qui semble en renvoyer le contenu au rang de voeu pieux, et l'autre à l'impératif, ce qui tend à l'élever au rang d'une nécessité à laquelle il serait vain de se dérober. Mais cet impératif a ici principalement valeur de défi: Engels met en demeure les tenants de la société libre de marché de s'organiser quelque peu, afin de mettre de l'ordre dans leur maison, d'éviter les catastrophes qui, avec l'injustice propre au hasard, ne font pas la différence entre innocents et coupables, et font payer très cher à la collectivité les bénéfices de quelques-uns; or, s'ils s'attèlent sérieusement à cette tâche, ils s'apercevront qu'elle est à leur point de vue de l'ordre des choses impossibles. Des échanges fondés sur la propriété et la concurrence ne sont pas totalement contrôlables, et les économistes n'ont pas tort de

dire que l'effort en vue de leur imposer une grille rationnelle extérieure à leur déroulement spontané risque de les perturber encore davantage . Dans une note de son édition des *Ecrits de jeunesse* de Marx qui comporte en annexe une traduction française de l'Esquisse d'Engels (c'est la traduction ici utilisée, avec quelques modifications), K. Papiannou cite, en marge du passage à présent commenté, un extrait de la Conférence d'Eberfeld composée par Engels un an plus tard, en 1845, où il explique que, une planification rationnelle des échanges étant effectivement vouée à l'échec dans le cadre de la société libérale fondée sur le principe de la propriété privée, c'est seulement dans le nouveau contexte offert par la société communiste, dont la formation sera rendue possible par l'auto-destruction de la société libérale, qu'un tel contrôle pourra être mis en oeuvre de façon concertée. Cette position n'est pas fondamentalement différente de celle défendue par les socialistes utopistes contemporains.

Une planification rationnelle étant dans les faits impossible, voire même dangereuse, il est clair que la société de marché porte en elle la nécessité de la crise, qui lui est consubstantielle, au point même que, peut-on dire, elle en vit. Or la crise nourrit la crise: il est de la logique du développement "inconscient" des échanges régulés par le libre jeu de la concurrence de multiplier les crises et d'en cumuler les effets. C'est de cette manière, et ici nous nous trouvons à nouveau en plein hégélianisme, que la société libérale porte au fond d'elle même la promesse de sa dissolution, telle que celle-ci doit s'effectuer à travers la grande "révolution sociale" qui l'attaquera dans ses soubassements. Ceci est une application du principe de la négativité absolue ou négation de la négation: une forme d'organisation sociale négative dans son être même est condamnée à se nier, à se supprimer, non par l'effet d'une violence venue de l'extérieur, et contre laquelle il lui serait possible de se prémunir, mais par celui d'une violence ourdie dans son propre sein, et qui devra un jour revêtir l'allure d'une crise générale dévastatrice emportant tout sur son passage et ne laissant rien subsister de l'état antérieur.

Cette menace proférée, sur la base d'attendus empruntés à la logique, Engels en revient à nouveau, ces deux plans d'interprétation étant à ses yeux indissociables, à une appréciation morale qui, sous un autre biais, fait ressortir les caractères négatifs de la société de marché, et confirme qu'elle est sur le fond inviable :

"En créant une instabilité permanente des prix, la concurrence enlève au négoce le dernier souçon de moralité (*die letzte Spur von Sittlichkeit*). Il n'est plus question de valeur. Ce système qui semble accorder tant d'importance à cette catégorie, qui reconnaît même à l'argent en tant qu'abstraction de la valeur la dignité d'une réalité indépendante, ce même système détruit, par la concurrence, toute valeur inhérente, et modifie tous les jours, à toute heure, le rapport de valeur entre les objets. Dans ce tourbillon, l'échange basé sur des principes moraux devient impossible. Au milieu de cette perpétuelle instabilité, chacun doit chercher à saisir le moment favorable pour acheter et vendre. Tout le monde devient forcément un spéculateur et cherche à récolter où il n'a pas semé. Chacun tente de s'enrichir des dépouilles d'autrui, compte sur le malheur de ses concurrents, s'efforce de profiter du hasard. Le spéculateur mise toujours sur des catastrophes, de mauvaises récoltes de préférence. Il met tout à profit, l'incendie de New York par exemple. Le comble de l'immoralité (*der Kulminationspunkt der Unsittlichkeit*) est atteint par la spéculation boursière sur les fonds. L'histoire, l'humanité, se ravalent au rang de moyens qui servent à satisfaire la cupidité du spéculateur, aussi bien du spéculateur calculateur que du spéculateur qui mise sur le simple hasard. Que le commerçant honorable et bien établi s'épargne la peine de faire le pharisien ! Inutile de s'élever contre la Bourse et de s'écrier: "Dieu merci", etc. Il est aussi pernicieux que les boursiers, il spéculé autant qu'eux, il doit le faire, la concurrence l'exige, son commerce implique la même immoralité (*dieselbe Unsittlichkeit*) que la bourse." (*ECEN*, p. 482)

Cette page véhémement et désenchantée, dont le ton est celui d'un réquisitoire, n'est pas sans évoquer les descriptions accusatrices de la société française du Second

Empire que Zola composera une cinquantaine d'années plus tard. En lisant, par exemple, certains passages de *L'argent* (1891), on serait presque tenté de croire que Zola avait sous les yeux l'Esquisse d'Engels et s'était pénétré de ses leçons: mais c'est que les thèmes ici exploités sont une vulgate de la littérature socialiste du milieu du XIXe siècle, et ne présentent pas, lorsqu'Engels les reprend à son compte, de véritable originalité. L'idée centrale de la page citée est que, non seulement, le régime de société fondé sur la concurrence nourrit comme un chancre tout un peuple d'agioteurs sans scrupule, qui se tient à la limite de la déviance et de la monstruosité, à la manière de certaines des figures inquiétantes qui hantent les romans de Balzac ou de Dickens; mais ce régime est lui-même déviant et monstrueux en totalité: il n'y a pas de place pour l'honnêteté dans une société en elle-même malhonnête, où ceux qui jouent le rôle de gens honnêtes sont en fait, comme les autres, de vrais malandrins, que leur hypocrisie rend plus haïssables encore que les impudents ou les imprudents qui jouent le jeu de la spéculation à visage découvert.

Pour exprimer cette malhonnêteté, Engels, comme il l'avait fait précédemment, use du terme *Unsittlichkeit*, qui fait référence, au moins indirectement, au vocabulaire des *Principes de la philosophie du droit* de Hegel, dont toute la troisième partie est consacrée à l'étude de la *Sittlichkeit*: ce mot, dans son usage courant, signifie bien "moralité", mais n'en est pas moins difficilement traduisible ainsi dans l'usage très particulier qu'en fait Hegel, qui en tire la signification du côté de ce que nous appellerions aujourd'hui la morale sociale. Etre *sittlich*, ce n'est pas seulement obéir en conscience aux impératifs formels de la morale, ce qu'Hegel exprime par ailleurs en se servant du terme *Moralität*, mais c'est remplir correctement sa place dans la société, en assumant autant que possible consciemment le rôle qui convient à cette place. On comprend à partir de là comment les concepts qui définissent la moralité sont susceptibles d'être étendus, au-delà de l'existence personnelle des individus, à la société elle-même, qui, suivant les modalités de son fonctionnement, peut être considérée comme *sittlich* ou *unsittlich*. Le propre de la société marchande telle qu'Engels la décrit ici, est précisément de convertir l'*Unsittlichkeit* en règle de vie commune, à travers l'existence d'une organisation sociale qui a fait de l'immoralité de ses agents, de tous ses agents sans exception, sa condition ultime de possibilité. C'est donc l'idée d'une société corrompue dans ses profondeurs qui est ici mise en avant, de manière à imposer, par contraste, la nécessité d'une remise en question radicale de ce système, qu'il serait vain de prétendre réformer ou aménager, alors qu'il est, dans son être même, destiné à être détruit, ce qui doit avoir lieu de toute nécessité, et qu'il n'y aura pas lieu de déplorer.

En déclarant maudite, avec des accents de prophète de malheur qui évoquent son éducation piétiste, la société issue du régime de la concurrence, Engels ne laisse donc à celle-ci aucun espoir de salut: elle périra inexorablement de ses maux intérieurs. Est-ce à dire qu'avec elle disparaîtra toute forme de concurrence? On se rappelle que, quelques pages plus haut, Engels avait évoqué, de façon assez mystérieuse, la thématique de la "vraie concurrence" (*wahre Konkurrenz*). Il revient à présent sur cette idée, en vue d'en préciser le contenu:

"La vérité de la concurrence, c'est le rapport de la capacité de consommation à la capacité de production. Dans un état social digne de l'humanité (*in einem der Menschheit würdigen Zustande*), seule subsistera cette concurrence-là. La communauté (*die Gemeinde*) aura à calculer ce qu'elle pourra produire avec les moyens dont elle dispose; et c'est d'après le rapport entre cette capacité de production et la masse des consommateurs qu'elle décidera en quelle mesure elle devra augmenter ou diminuer la production, développer ou restreindre le volume des articles de luxe. Les lecteurs qui voudraient porter un jugement exact sur cette relation, sur l'accroissement de la productivité que l'on peut attendre d'une organisation rationnelle de la communauté

(*die von einem vernünftigen Zustande des Gemeinde zu erwartenden Steigerung der Produktionskraft*), sont priés de consulter les oeuvres des socialistes anglais et en partie celles de Fourier.

La concurrence subjective, l'antagonisme du capital et du travail, le conflit entre le travail et le travail, etc. se réduira à une émulation fondée sur la nature humaine (*wird sich au den Wetteifer in der menschlichen Natur begründeten reduzieren*). Comme l'a montré Fourier, le seul qui ait jusqu'ici traité ce sujet d'une façon convenable, après la disparition de l'antagonisme des intérêts, cette émulation se limitera à sa sphère propre, conformément à la raison (*nach der Aufhebung der entgegengesetzten Interessen auf seine eigentümliche und vernünftige Sphäre schränkt wird*).” (ECEN, p. 482-3)

Le mot “communisme” n'est pas prononcé dans ce passage, et il n'y a pas lieu de l'y réintroduire artificiellement, en traduisant *Gemeinde* par “commune”, comme le fait Papaioannou, alors que ce mot a aussi la signification plus générale et plus neutre de “communauté”. En 1844, Engels est certainement rallié à des idéaux qu'on peut dire “communautaristes”, comme le confirment les références qu'il invoque dans ce passage, qui témoignent de choix beaucoup plus affirmés que ceux que Marx avait fait à la même époque: mais le débat entre “socialistes” et “communistes”, qui se développe alors, dans les conditions d'une extrême confusion, au sein des cercles intellectuels et ouvriers, n'est certainement pas à ses yeux tranché, et il n'y a pas lieu d'anticiper sur une évolution qui, pour lui comme pour Marx, ne se fera que dans la période suivante. Ce qu'il faut surtout retenir, c'est que le passage du système de la *Konkurrenz* , “concurrence”, propre à la société de marché, à celui du *Wetteifer* , “émulation”, qui se déploiera dans la nouvelle société formée à la suite de la disparition de la précédente, est justifié à partir d'une exploitation des idées d'Owen et de Fourier.

Est particulièrement intéressante la mention appuyée faite à la doctrine harmonienne de Fourier, “ le seul qui ait jusqu'ici traité ce sujet d'une façon convenable”, auquel, plus de vingt ans plus tard, en écrivant l'*Antidühring* , Engels reconnaîtra encore une position privilégiée à l'intérieur de la galaxie des socialistes utopistes. Cette doctrine met effectivement en avant, comme base de son système social, la passion dominante de l'émulation, dont la dynamique est censée entraîner toutes les dispositions particulières des individus dans le jeu d'ensemble d'une sorte d'harmonie cosmique: la vie sociale se trouve ainsi portée, et comme transportée, par le mouvement d'une puissance naturelle dont l'énergie la pénètre de part en part, et dont les potentialités sont tendanciellemeent illimitées. Sans doute, le système ainsi constitué est-il *vernünftig* , “rationnel”, au sens d'un équilibre global conquis sur la pesanteur propre aux tendances particulières; car une telle pesanteur, en l'absence de cet esprit général d'émulation, esprit proprement sociétaire, provoquerait à nouveau des inégalités de développement, et ramènerait l'évolution sociale en arrière vers un exclusivisme et un égoïsme analogues à ceux du régime propriétaire. Mais la rationalité ainsi sollicitée n'a rien à voir avec la rationalité abstraite d'un entendement calculeur dont l'autorité se manifesterait principalement à travers des mesures bureaucratiques: plutôt qu'à une planification formelle, indifférente par définition aux aspirations des individus, elle correspond principalement à la mise en place et au renforcement d'un état d'esprit commun, dans une perspective qui associe, voire même subordonne, l'idée d'une économie organisée au préalable de ce qu'on pourrait appeler une psychologie sociale, cette psychologie dont précisément Fourier avait essayé de jeter les bases. On sait ce qui est sorti des efforts mis en oeuvre dans les pays communistes pour réaliser une planification autoritaire de l'économie: si les responsables politiques qui avaient promulgué ce type d'organisation avaient davantage étudié et médité la pensée de Fourier, comme Engels avait appelé à le faire, ils n'auraient peut-être pas connu le cuisant échec que l'on sait, et ils ne porteraient pas la terrible responsabilité de l'effarant retour en arrière de l'histoire que nous connaissons actuellement.

De l'émulation vraie, génératrice d'équilibre selon Fourier, et c'est le point sur lequel on peut le taxer d'utopie, restant plus généralement en suspens la question de savoir si la politique peut ou doit définitivement rompre avec l'esprit d'utopie, la concurrence effrénée dont joue la société de marché ne peut fournir qu'une caricature marquée au contraire par la tendance permanente au déséquilibre, c'est-à-dire, redisons le, à la crise:

“La lutte du capital contre le capital, du travail contre le travail, du sol contre le sol, rend la production fiévreuse. Tous les rapports de la nature et de la raison s'en trouvent inversés (*sie die alle natürlichen und vernünftigen Verhältnisse auf den Kopf stellt*). Aucun capital ne peut soutenir la concurrence d'un autre, si son activité n'est pas portée au plus haut point. Aucun bien foncier ne peut être cultivé avec profit, si sa productivité ne s'accroît pas constamment. Aucun travailleur ne peut l'emporter sur ses concurrents, s'il ne consacre pas toutes ses forces au travail. En général, on ne peut se maintenir dans la lutte de la concurrence qu'au prix du maximum de l'effort, et si on ne sacrifie pas tous les buts vraiment humains (*ohne die Aufgebung aller wahrhaft menschlichen Zwecke*). Cette tension excessive (*diese Überspannung*) va nécessairement de pair avec avec l'atrophie des autres facultés. Quand les oscillations de la concurrence sont faibles, quand l'offre et la demande, la production et la consommation, se balancent, ou presque, l'évolution de la production traverse nécessairement un stade particulier: la surabondance des forces productives est si grande que la majorité de la nation ne peut vivre. Le superflu fait mourir le peuple de faim. Depuis longtemps déjà, l'Angleterre se trouve dans cette situation insensée, absurde (*in dieser lebendigen Absurdität sich befindet*). Mais la conséquence fatale d'une telle situation est une oscillation plus forte de la production: alors nous voyons se succéder prospérité et crise, surproduction et marasme. Jamais l'économiste n'a pu s'expliquer cette situation absurde. Il a inventé, il est vrai la théorie de la population: elle est tout aussi folle, davantage même, que cette contradiction de la richesse et de la pauvreté. L'économiste n'avait pas le droit de voir la vérité (*der Ökonom durfte die Wahrheit nicht sehen*), il n'avait pas le droit de voir que cette contradiction est une simple conséquence de la concurrence, car s'il la voyait, tout son système tomberait en ruine.” (*ECEN*, p. 483-4)

La concurrence telle que la pratique la société de marché fondée sur le présumé de la propriété privée, c'est la surchauffe permanente, donc l'excès, l'abus généralisés. Cette vision catastrophique avait été préparée par Hegel, qui avait déjà expliqué que, par sa logique propre, la société civile doit engendrer en son sein et développer de plus en plus la contradiction entre richesse et pauvreté, contradiction dans laquelle elle trouve une stimulation en vue de se développer. De là cette tension permanente, et croissante, entre les deux pôles d'une société sans cesse au bord de l'explosion, et qui marche vers l'avant en jouant sur ses inégalités et ses déséquilibres. C'est pourquoi, au point de vue de Hegel, le système propre au fonctionnement de la société civile ne peut servir de modèle ultime à la socialité, mais porte en soi la nécessité de son dépassement vers un autre type d'organisation communautaire, fondé, non sur le besoin et l'intérêt, mais sur la raison, dont le modèle était donné, sur le plan propre de la politique par l'Etat érigé et ordonné au nom de l'universel et non à celui du particulier, comme c'est le cas de la société civile.

Engels ne suit pas Hegel sur ce dernier point, ou du moins s'abstient de prendre position sur cet aspect de la question dont les aspects politiques sont complètement mis entre parenthèses, suivant une logique que Marx suivra lui-même plus tard en écrivant *Le capital*. Ce qui l'intéresse, c'est la mise en évidence du caractère invivable, comme il le dit “absurde”, d'un régime affolé en permanence, et qui se nourrit de cet affolement, ce qui a pour conséquence inévitable qu'il sacrifie les “buts vraiment humains”, car c'est la condition pour qu'il parvienne à opérer la conversion de la non-valeur en “valeur”, au sens limité et tendanciellement inhumain que l'économie donne à ce terme. Devant une telle situation, fondée manifestement sur l'excès, l'économiste est partagé entre plusieurs orientations: il a pour mission d'en

faire l'apologie, et en même temps il a l'intuition obscure que quelque chose ne va pas dans ce système qui ne vit qu'en exploitant les formes de son déséquilibre, et qui manifestement lèse une grande partie des gens qui vivent sous sa coupe en les condamnant à une vie de misère, du type de celle dont les grandes villes industrielles donnent l'insoutenable vision, et dont Engels va bientôt donner la description en écrivant sa *Situation des classes laborieuses en Angleterre*. D'où, sur le plan de la théorie, une fuite en avant analogue à celle qui emporte en pratique la société, ce qui conduit l'économiste à avancer les explications les plus folles, comme celle fournie par la théorie de la population de Malthus sur laquelle Engels va revenir longuement dans les pages suivantes. Cela, l'économiste le fait pour essayer, non sans de multiples acrobaties, de résoudre la contradiction entre régulation et dérèglement. Et s'il est obligé de se livrer à ces acrobaties, c'est parce que, en raison de la position qui lui est assignée dans le système, auquel il est censé apporter une caution scientifique qui en légitime les abus, il ne peut pas voir, il ne doit pas voir ce qui constitue le noeud du problème, à savoir la contradiction qui, de l'intérieur, vicie le système, et le condamne à terme à disparaître, ce à quoi il faut qu'il se rende définitivement aveugle pour maintenir une crédibilité à ses vaticinations.

Ce qui est en question ici, c'est l'existence d'une économie fondée sur le principe exclusif de la croissance. Engels ne remet pas en cause ce principe, mais l'interprétation très particulière qui en est donnée par les économistes, sur fond de concurrence effrénée, en vue de lui assurer à tout prix l'exclusivité:

“Pour nous l'explication est facile. La force de production dont dispose l'humanité est immense (*die der Menschheit zu Gebote stehende Produktionskraft ist unermesslich*). On peut pousser à l'infini la capacité de rendement du sol en y appliquant le capital, le travail et la science. D'après les calculs des économistes et des statisticiens les plus éminents (cf. Alison, *Principle of Population*, t. I, chap. 1 et 2), la Grande-Bretagne “surpeuplée” peut, en dix ans, être mise en état de produire suffisamment de blé pour le sextuple de sa population actuelle. Le capital s'accroît journellement; la force de travail (*die Arbeitskraft*) augmente avec la population et la science met chaque jour davantage les forces de la nature au service de l'homme (*die Wissenschaft unterwirft den Menschen die Naturkraft täglich mehr und mehr*). Utilisée rationnellement et au profit de tous, cette incommensurable capacité de production ne tarderait pas à réduire à un minimum le travail imparti à l'humanité. Livrée à la concurrence, elle aboutit au même résultat, mais d'une façon contradictoire. Une partie du sol est cultivée le mieux du monde, une autre - trente millions d'acres de bonnes terres en Irlande et en Grande-Bretagne - reste en friches. Une partie du capital circule avec une extraordinaire rapidité, l'autre dort dans les caisses. Une partie des ouvriers travaille quatorze et seize heures par jour, l'autre reste oisive, inactive et meurt de faim. Ou bien encore, la répartition ne respecte plus le principe de l'égalité (*die Verteilung tritt aus dieser Gleichzeitigkeit heraus*). Aujourd'hui, le commerce est prospère, la demande est très importante, tout est en activité, le capital circule avec une rapidité merveilleuse, l'agriculture est florissante, l'ouvrier travaille à en tomber malade - demain, c'est le marasme, l'agriculture ne vous paie pas vos peines, des ouvriers n'ont pas d'emploi et tout le pays souffre de sa richesse excessive et de sa population surabondante.” (*ECEN*, p. 484)

Autrement dit, il y a un développement nécessaire des forces productives qui passe par la mise en oeuvre simultanée du capital, du travail et de la science, c'est-à-dire en réalité du travail, puisque le capital c'est du travail, et du travail sous ses deux formes manuelle et intellectuelle; le rôle joué par la science dans ce développement, Engels l'a déjà signalé un peu plus haut, a trop souvent tendance à être oublié, alors qu'elle est une valeur économique essentielle, en un sens du mot “valeur”, il est vrai, qui n'est pas exactement celui des économistes. Ici, revient un très ancien *topos*, qui se trouvait déjà chez Aristote, et dont Descartes s'était à son tour inspiré dans un passage fameux de la sixième partie du *Discours sur la méthode*, où il avait évoqué

“l’invention d’une infinité d’artifices qui feraient qu’on jouirait sans aucune peine des fruits de la terre et de toutes les commodités qui s’y trouvent”. Les progrès de la science et de la technique, en augmentant la productivité du travail, c’est-à-dire sa qualité, devraient du même coup en réduire l’usage apprécié quantitativement en termes d’énergie et de temps. Cette idée de révolution technologique, ayant pour mission de bouleverser de fond en comble les conditions de la vie humaine, à condition d’être correctement utilisée, est plus que jamais, aujourd’hui, d’actualité.

Mais l’économie libérale se représente la croissance tout autrement. Pour elle les forces productives, le travail humain y compris, ne sont que de la matière brute qu’il faut pressurer de toutes les manières possibles en vue de prélever sur elle un maximum de valeur échangeable, de manière à accélérer toujours davantage le mouvement de la circulation qui sera illustré chez Marx par la formule A-M-A’. Or ce mouvement, dès lors qu’il a été autonomisé, ne tient aucun compte au cours de son déroulement des intérêts des producteurs: ceux-ci sont transformés en moyens à son service, alors qu’il devrait lui-même leur servir à se faire une vie meilleure, libérée des contraintes excessives engendrées par le système de la production forcée qui accroît toujours davantage l’écart entre richesse et pauvreté. Mais, dans le cadre propre à l’économie de marché, le développement des forces productives, qui devrait justement rendre possible cette libération, a été au contraire transformé en instrument d’asservissement: la machine, au lieu d’être au service de l’homme, est devenue son maître, thème sur lequel Engels reviendra longuement tout à la fin de l’Esquisse.

Nous retrouvons une nouvelle fois le schéma feuerbachien: dans le système “théologique” mis en place par les économistes, tous les éléments constitutifs de l’existence humaine sont présents, mais mis à l’envers; les fins ont été converties en moyens et les moyens en fins. Et ça marche ! Ca ne marche même que trop bien: l’économie libérale se porte de mieux en mieux, sans que personne ait l’air de se rendre compte que sa marche en avant est en réalité une course à l’abîme, d’où devra sortir la grande révolution sociale qui mettra en l’air l’ensemble du système, créant du même coup les moyens en vue de tout reprendre à la base en créant les conditions d’une nouvelle économie, d’une économie qui soit une économie “humaine”, en un sens qui demeure très proche de Feuerbach.

Cela, l’économiste, comme cela vient d’être expliqué, ne doit pas le voir :

“L’économiste s’interdit de reconnaître l’exactitude de cette exposition. S’il le faisait, il lui faudrait, comme nous l’avons dit, abandonner tout son système fondé sur la concurrence. Il lui faudrait admettre la nullité de ses oppositions, production et consommation, population surabondante et richesse excessive. Comme ces faits ne sont pas niables, on inventa la théorie de la population pour les mettre en accord avec la doctrine.” (*ECEN*, p. 484-5)

Comme le théologien, l’économiste a en permanence le besoin de suturer son système en faisant appel à de nouvelles arguties, en vue de justifier le bien-fondé de sa position, alors que celle-ci est en réalité de plus en plus intenable, ce qu’il lui faut à tout prix masquer.

Cette mystification atteint son comble avec la théorie de la population de Malthus, déjà évoquée précédemment, à laquelle Engels consacre à présent un long développement d’une particulière véhémence. Allons tout de suite à l’une des conclusions sur laquelle débouche son analyse du contenu de cette théorie:

“La théorie de Malthus n’est que l’expression économique du dogme religieux qui oppose l’esprit à la nature et qui aboutit à la corruption de l’un et de l’autre.” (*ECEN*, p. 487)

L'homme de Malthus, c'est donc l'homme dénaturé, séparé de lui-même, devenu objet de ses objets, à la manière de l'*homo religiosus* décrit par Feuerbach. Qu'est-ce qui justifie cette appréciation radicale?

Rappelons les grandes lignes de la théorie de Malthus, marquée par un pessimisme foncier qui la place en complète opposition aux théories du progrès. Son point de départ est donné par le constat de la présence dans la société, même sous ses formes les plus avancées, d'un pôle de misère, potentiellement dangereux pour l'ensemble de la collectivité. Comment expliquer cela? Par l'application d'une loi naturelle, commune à toutes les sociétés humaines et même à toutes les espèces vivantes, qui veut que l'accroissement de la production de moyens de subsistance stimule l'évolution démographique, ce qui, à la manière d'une malédiction, compromet le développement de ces collectivités, et même menace celles-ci de mort. En effet, soutient Malthus, ces deux mouvements d'accroissement, qui se poursuivent ainsi parallèlement l'un à l'autre, doivent à un certain moment entrer en contradiction: alors, il n'y a plus assez de moyens de subsistances pour nourrir la totalité de la population existante, d'où la formation d'un excédent de population naturellement destiné à être éliminé, ce sans quoi c'est l'ensemble du système qui s'expose lui-même à être détruit.

Malthus avait exposé ces idées dans son *Essai sur le principe de la population et comment il intéresse l'amélioration future de la société*, paru en 1798. Dans cet ouvrage, il présentait l'estimation chiffrée suivante: partant de l'hypothèse que la race humaine avait tendance à se multiplier de façon à doubler dans un laps de temps compris entre vingt-cinq et cinquante ans, il calculait cette expansion démographique en la ramenant à la série 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256,... alors que l'accroissement des moyens de subsistances était, dans les mêmes conditions de périodicité, ramené à la série, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, ... Autrement dit, si dans deux siècles le rapport de la population aux moyens de subsistance devait être de 256 à 9, dans trois siècles, il serait de 4096 à 13; et dans deux mille ans, les deux termes du rapport seront devenus incommensurables. On est en pleine apocalypse ! De son explication, Malthus tirait la conclusion suivante: "La famine semble être la dernière et la plus terrible ressource de la nature. La capacité de la population est tellement supérieure à celle de la terre à fournir de la subsistance... que la mort prématurée doit, sous une forme ou sous une autre, visiter la race humaine. Les défauts de l'humanité sont des ministres de dépopulation actifs et capables. Qu'ils échouent dans cette guerre d'extermination et les caprices du temps, les épidémies, la peste, les fléaux s'avancent, armée terrifiante qui balaye les hommes par milliers et dizaines de milliers. Si leur succès est incomplet, l'inévitable famine s'avance à l'arrière-garde et, en un coup puissant, ramène la population mondiale au niveau de la nourriture." Il paraît que, dans la vie privée, Malthus, dont le père avait herborisé avec Rousseau, était un homme absolument charmant: la plume à la main, il fait froid dans le dos. Après avoir lu son livre, Carlyle avait appelé l'économie "la science lugubre". Le comique de la chose, si l'on peut dire, est qu'au moment où Malthus alignait ses chiffres, le problème qui préoccupait principalement les hommes politiques anglais était celui de la chute de la natalité et du dépeuplement.

En vue de rétablir un équilibre qui a été compromis, il est donc selon Malthus nécessaire, au même sens où est nécessaire l'application des lois de la pesanteur, que s'établisse une pondération, qui permettra, en faisant la part du feu, de sacrifier les couches excédentaires de la population dont l'existence accumulée constitue, dans la société, un poids mort, concentré en un pôle de misère, symbole et symptôme de toutes les formes de dangerosité auxquelles la collectivité est exposée, et dont il faut donc à tout prix la débarrasser: il est en permanence indispensable, inévitable, de dégraisser la population, soit en laissant les pauvres mourir de faim, au lieu de les maintenir

artificiellement en vie par des mesures de charité dont les conséquences se révèlent à terme extrêmement nocives, soit par une politique de limitation des naissances qui permette de résoudre le problème à l'avance par une simple mesure de précaution. Il va de soi que cette prescription concerne avant tout les pauvres, dont la vie est par définition moins précieuse que celle des riches: il n'y a jamais assez de riches, mais il n'y a que trop de pauvres, il faut en conséquence en éliminer le maximum.

Le fond de la pensée de Malthus est que tout cela est parfaitement naturel, et qu'il n'y a pas lieu de se révolter contre un tel état de choses comme s'il dépendait d'une décision humaine: le monde est fait comme ça, et il faut avoir le courage d'en tirer les conséquences. Ce qui intéressait principalement le pasteur Malthus dans sa théorie, c'était le contrôle des naissances: toute sa construction démographique-économique avait pour but d'imposer comme inéluctable, puisqu'exigée par la nature des choses, une règle de vie fondée sur la restriction et l'abstention; cette règle de vie prescrit aux classes laborieuses, accusées d'être un poids inutile mettant en danger la survie de la communauté, le choix entre renoncer à se nourrir, en vue de laisser la place à la partie de la population autorisée à survivre, ou renoncer à se reproduire, c'est-à-dire à créer de nouveaux consommateurs de subsistances susceptibles de voler le pain de la bouche à la bonne partie de la population qui y a un droit exclusif autant que possible sous forme de pain blanc ou même de brioche. Bref, tout cela se conclut en sermon: il faut économiser la vie, car ce don de Dieu est une denrée chère, un produit de luxe dont la consommation est réservée à une élite triée sur le volet. Donc, serrez-vous la ceinture ! Et de toutes façons, préparez-vous à supporter les conséquences des maux que vous avez provoqués du seul fait d'être nés. Et, surtout, pas de pleurnicheries ! Tout cela est avancé sur une base scientifique à partir d'un principe objectif puisque naturel, donc par définition irrécusable.

A ce discours, Engels réagit par l'indignation, et, comme il l'avait fait auparavant, met en avant le point de vue de la *Sittlichkeit*, gravement remis en cause par le raisonnement de Malthus:

“Faut-il développer davantage, faut-il pousser jusqu'à ses dernières conséquences cette doctrine infâme, cet abominable blasphème lancé à la nature, à l'humanité? Ici, nous voyons portée à son comble l'immoralité de l'économiste (*die Unsittlichkeit des Ökonomen*). Comparées à cette théorie, que sont donc toutes les guerres, toutes les horreurs du système monopoliste? Et cependant, elle est la conclusion du système libéral, de la liberté du commerce. Sa chute entraînera la ruine de tout l'édifice. Si l'on a bien prouvé que la concurrence est bien la cause de la misère, de la pauvreté et du crime, qui donc osera encore lui donner la parole.” (*ECEN*, p. 486)

Où se situe l'erreur de Malthus ? Dans le fait de considérer que la misère sociale est un phénomène naturel, qui pose évidemment un grave problème puisqu'il compromet la survie de l'ensemble de la population, ce qui impose d'y apporter des solutions appropriées, ce dont la nature elle-même se chargera de toutes façons par le simple jeu d'une lutte pour la vie avant la lettre. Mais non ! La misère sociale n'est pas un phénomène naturel; c'est, précisément, un phénomène social, lié à l'existence d'un certain type très particulier de société, présenté abusivement comme naturel, comme s'il constituait le *nec plus ultra* de l'organisation collective: à savoir la société fondée sur le principe de la concurrence, donc de la propriété privée, qui a effectivement pour loi immanente d'augmenter, au fur et à mesure de son développement, l'écart entre deux pôles extrêmes de la société, un pôle de richesse et un pôle de pauvreté, donc de créer de permanents risques d'explosion qui font vivre les gens comme sur un volcan. Malthus, en dépit de son pessimisme anti-progressiste, qui lui fait considérer que le développement de l'humanité butte sur un problème qu'il ne pourra jamais surmonter, s'intègre au mouvement de pensée général de l'économie en ce qu'il présente comme

naturel, consubstantiel à la nature même de l'homme, quelque chose qui va en réalité à contre-courant du mouvement naturel de la vie. En quelque sorte, il donne la version *hard*, du processus que l'économie traditionnelle, qui tient le discours de l'apologie et de l'espoir et non celui de l'anathème, décrit dans un langage *soft* : mais le fond de la pensée reste le même.

Selon Engels, en expliquant qu'on ne peut pas tout avoir, les enfants et les richesses, et qu'une économie saine implique nécessairement le geste d'élimination que de toutes façons rend inévitable le caractère de plus en plus menaçant de la population misérable, dont le nombre effraie aux limites du tolérable, Malthus fait en réalité injure à la vie, et semble vouloir faire croire que si Dieu a dit aux hommes: "Croissez et multipliez !", c'est en réalité pour les punir de leurs péchés. C'est pourquoi, reprenons l'étonnante formule d'Engels, il "blasphème", non contre Dieu certes, mais contre la nature et l'humanité. Mais ce n'est pas tout. La sinistre solution qu'il propose au problème de la crise, outre le fait qu'elle est profondément injuste, puisqu'elle ne s'applique pas également à tous, est d'autre part illusoire: en renforçant encore un peu plus l'esprit de concurrence entre les individus, en confirmant que la compétition est la loi indépassable de la vie, elle ne peut que nourrir la crise, lui donner un terrain d'expansion élargi, et, loin de guérir le mal qu'elle dénonce, elle va forcément l'aggraver en consolidant les bases d'un régime social intolérable dans son principe.

Il faut donc critiquer Malthus. Certains économistes, choqués dans leur optimisme progressiste par sa doctrine, l'ont fait, comme par exemple un autre théoricien de la population, Alison, qu'Engels avait déjà cité un peu plus haut lorsqu'il avait parlé du développement des forces productives. Selon Alison la créativité humaine est suffisante pour surmonter la difficulté que Malthus présente comme insoluble:

"(Alison) en appelle à la productivité de la terre. Au principe malthusien, il oppose un fait: tout homme adulte peut produire plus qu'il n'a besoin lui-même. Sans cela l'humanité ne pourrait s'accroître, elle ne pourrait même pas subsister. Comment vivraient donc ceux qui n'ont pas encore atteint leur complet développement? Mais Alison ne va pas au fond des choses. Il aboutit en fin de compte au même résultat que Malthus. Il prouve que le principe malthusien est inexact, mais il ne peut nier les faits qui ont conduit Malthus à son principe." (*ECEN*, p. 486)

Finalement, l'optimisme professé par quelqu'un comme Alison n'est que l'envers complémentaire, le verso en quelque sorte, du pessimisme malthusien: et, comme on vient de le signaler, si on en revient au fond des choses, on s'aperçoit que la version *soft* de l'économie a le même contenu que la version *hard*; et dans sa présentation optimisée ce contenu est peut-être plus dangereux encore que dans celle où les traits de la situation sont exagérément noircis. En effet, Alison présente une autre solution que Malthus au problème que ce dernier avait posé; mais il garde le problème intact sans en changer les termes. Pourquoi? Parce qu'il ne va pas jusqu'à considérer que la difficulté soulevée par Malthus en vue d'ébranler l'illusion progressiste n'a pas le caractère d'un phénomène inéluctable et naturel, inéluctable précisément parce que naturel, mais est liée historiquement à la mise en place d'un certain régime de vie sociale que lui-même ne remet nullement en cause, puisqu'il cherche au contraire à le confirmer en le légitimant. Alison estime, comme aujourd'hui les conseillers compassionnistes de BTB, Baby Toxic Busch, que la croissance résoudra toute seule, providentiellement, la contradiction entre la production des subsistances et l'accroissement de la population. Mais il ne voit pas, il ne peut pas, il ne doit pas voir, que cette contradiction est un produit de la croissance telle que l'économie libérale la conçoit, ce qui, dans la logique de sa démarche, le conduit à faire de la maladie même le remède aux inconvénients qu'elle provoque. L'économie libérale promet aux classes pauvres un avenir radieux que leur apportera normalement, à un moment qui n'est pas

précisé, l'accroissement de richesses apporté par la circulation des marchandises, exactement comme le théologien assure aux pêcheurs un salut éternel qui leur sera octroyé par Dieu, et par Dieu seul. Mais elle se garde bien d'expliquer aux pauvres pourquoi ils sont pauvres aujourd'hui: ce qu'ils sont précisément en raison de la façon dont s'effectue cette circulation des marchandises, dans des conditions qui sont celles de l'abus et de la rapine. Dans le quatrième chapitre de *Qu'est-ce que la propriété?*, Proudhon avait esquissé une analyse voisine: "La grande plaie, la plaie horrible et toujours béante de la propriété, c'est qu'avec elle la population, de quelque quantité qu'on la réduise, demeure toujours et nécessairement surabondante. Dans tous les temps on s'est plaint de l'excès de population; dans tous les temps, la propriété s'est trouvée gênée de la présence du paupérisme, sans s'apercevoir qu'elle seule en était la cause; aussi rien n'est plus curieux que la diversité des moyens qu'elle a imaginés pour l'éteindre. L'atroce et l'absurde s'y disputent la palme..." (Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété?*, éd. Garnier-Flammarion, 1966, p. 229). Engels a pu se souvenir également de la macabre proposition faite humoristiquement par Swift de résoudre le problème de la famine en Irlande en recommandant aux autochtones de dévorer leurs propres enfants.

C'est pourquoi, si on fait confiance à l'économiste, et si on applique son fameux remède, la croissance fondée sur la concurrence et le régime de la propriété privée, le mal connaîtra une expansion exponentielle, jusqu'au moment où se produira une gigantesque explosion sociale qui fera sauter toute la machine. Malthus, au fond, n'a pas tort d'être pessimiste: son erreur est seulement de donner un mauvais, de fait le plus mauvais possible, point d'application à son pessimisme, qui a au moins le mérite d'ébranler les fallacieuses certitudes des économistes.

C'est dans ce sens qu'Engels écrit :

"Si Malthus s'était montré moins unilatéral, il aurait vu que la surabondance de la population ou de la force de travail est toujours liée à une surabondance de richesse, à une surabondance de capital, à une surabondance de propriété foncière. La population n'est excessive que là où la force de production est elle-même excessive. L'état de tout pays surpeuplé, notamment de l'Angleterre à l'époque où écrivait Malthus / Ici Engels se trompe: au temps de Malthus, les dernières années du XVIIIe siècle, l'Angleterre était plutôt sous-peuplée que surpeuplée, et était hantée par la crainte de se voir submergée sous la masse de la France démocratique censée fourmiller en bras armés /, le montre très clairement. Tels étaient les faits que Malthus devait considérer dans leur ensemble. Leur examen l'eût conduit à des résultats exacts. Au lieu de procéder ainsi, il en retient un, néglige les autres sans s'en préoccuper: il aboutit aux conclusions les plus insensées. La seconde faute qu'il commit fut de confondre moyen de subsistance et emploi: tant d'hommes sont employés, tant d'êtres sont également procréés; bref, la production de la force de travail est réglée par la loi de la concurrence, elle est soumise aux crises, aux fluctuations périodiques. Ce sont là des faits. Le mérite de Malthus est de les avoir établis. Mais les moyens d'emploi ne sont pas les moyens de subsistance. Les premiers ne sont accrus que par le résultat final du développement du machinisme et du capital (*die Vermehrung der Maschinenkraft und des Kapitals*). Les seconds augmentent dès que la force de production grandit quelque peu. Ici éclate une nouvelle contradiction de l'économie. La demande dont parle l'économiste n'est pas la demande réelle; ce qu'il appelle consommation est un artifice. Pour l'économiste, le véritable demandeur, le véritable consommateur est celui-là seul qui peut offrir un équivalent en échange de ce qu'il reçoit. Mais c'est un fait: chaque adulte produit plus qu'il ne peut consommer. L'enfant, comme l'arbre, rembourse surabondamment l'avance. Ce sont cependant là des faits. On conclura que tout ouvrier devrait pouvoir produire bien plus qu'il ne lui faut; que la communauté / Ici, comme précédemment, nous préférons à la traduction de *Gemeinde* par "commune", retenue par Papaioannou, celle par "communauté"/ devrait le pouvoir volontiers de tout ce dont il a besoin; qu'une famille nombreuse est un présent précieux pour la communauté. Mais l'économiste a des conceptions grossières. Il ne connaît d'autre équivalent que celui qui lui est payé de façon palpable, en argent

comptant. Il est tellement enfoncé dans ses contradictions que les faits les plus frappants ne le touchent pas plus que les principes les plus scientifiques.” (ECEN, p. 486-487)

Cette page développe un raisonnement serré, et parfois difficile à suivre, à partir d'un examen des concepts fondamentaux de l'économie qui débouche sur une remise en perspective du rapport entre production et consommation, ce rapport dont l'économiste n'a qu'une vue partielle et inversée, parce que ce sont les nécessités du commerce qui lui servent de critère principal. L'analyse développée par Engels débouche, et ce résultat est extrêmement important, sur la révélation d'un aspect essentiel de l'économie de marché qui est l'existence du travail salarié. Malthus dit: la force productive, représentée par la masse des travailleurs potentiels, consomme plus qu'elle ne produit, en raison du penchant invétéré des nécessiteux à faire des enfants, et finalement elle coûte plus cher à la collectivité qu'elle ne lui rapporte. Mais c'est exactement l'inverse qui est vrai: la force productive des travailleurs engendre en réalité beaucoup plus qu'elle ne consomme. Comment cette inversion, qui une nouvelle fois rappelle le retournement idéal opéré par les théologiens, est-elle possible? Elle résulte d'un paralogisme dont les notions de production et de consommation font, c'est le cas de le dire, les frais. Par consommation, l'économiste entend la part de moyens de subsistance à laquelle le travailleur peut prétendre en raison de la somme dont il dispose pour payer ce dont il a besoin pour vivre. Mais d'où lui vient cette somme qu'il doit remettre en circulation dans le commerce sous forme d'espèces sonnantes et trébuchantes? Certainement pas de la rente foncière ou des produits de la spéculation, mais de la part de travail qu'il a fournie dans le cadre du procès de production, et qui a ce faisant engendré une certaine quantité de produits de consommation. Ses difficultés à consommer viennent du déséquilibre entre ce que lui rapporte son travail, au prix où celui-ci lui est payé, et ce qu'il lui faut pour s'entretenir, lui et sa famille. Mais d'où vient ce déséquilibre? Du fait que son travail ne lui est pas du tout payé à sa valeur, comme le prétend l'économiste, mais très au-dessous de celle-ci, c'est-à-dire très au-dessous de la valeur réelle de ce que produit l'utilisation de son travail par le capitaliste. Ici, une nouvelle fois, la notion de *Mehrwert*, "survaleur" ou "plus value", se lit aisément entre les lignes du texte. Si la valeur créée par le travail de l'ouvrier lui était restituée à taux égal, ou si la communauté lui rétrocédait, sous une forme ou sous une autre, une part égale à celle dont il a objectivement besoin pour subvenir à ses besoins, le déséquilibre en question n'existerait pas. On comprend alors que la clé du problème de la misère ouvrière se trouve dans l'existence du salariat, qui est un moyen d'extorquer à l'ouvrier, sous forme de valeur quantifiée en équivalent argent, une part importante de son travail; ce qui a inévitablement pour conséquence de le rendre incapable de solder sa consommation: et c'est pourquoi celle-ci, au rebours de ce qui devrait se passer réellement, en vient à se trouver en excès par rapport à sa "production", si on entend par là sa production, non de valeur réelle, mais de salaire, c'est-à-dire sa capacité à ramener plus ou moins d'argent à la maison; or cette capacité est fatalement bridée par le fait qu'il doit affermer son travail à un autre, le capitaliste, qui l'exploite en le rémunérant à un taux déterminé par la loi de la concurrence, le plus bas possible de toutes façons, car c'est pour lui le meilleur moyen de diminuer les coûts de la production et de payer moins cher ce qu'il entend vendre plus cher, en vue de faire du profit, sur le dos à la fois du producteur et du consommateur: si le commerce payait les choses, travail ou marchandise, à leur valeur réelle, l'économie libérale n'aurait plus de raison d'être parce qu'elle aurait perdu son objet.

Comme l'économiste optimiste du type d'Alison, Engels oppose donc aux sombres prophéties de Malthus l'argument de la créativité. Mais il ne rapporte plus cette créativité à la circulation des richesses qui, au point de vue de l'économiste, est censée engendrer par elle-même de la valeur, mais au travail humain, qui, sous ses deux

formes manuelle et intellectuelle, est la véritable source de la valeur. S'il y a de la richesse, s'il y a des marchandises à consommer, c'est parce qu'elles ont été produites dans le cadre du procès de production. S'il y a de la pauvreté, c'est parce que le travail humain investi dans ce procès de production est rétribué sous forme de salaire dans des conditions qui sont celles de l'extorsion de valeur. L'économie libérale ne veut pas voir que, le mal qu'elle prétend guérir, c'est elle-même qui l'a engendré, et qu'en dissimulant la nature réelle de ce mal, elle ne peut que l'aggraver, jusqu'à le rendre définitivement insoignable, sinon par un remède de cheval, la révolution sociale qui remettra tout en question, et dont on peut escompter qu'elle restituera à l'ouvrier, au producteur, la valeur dont il a été spolié.

Le salaire, qui ne paie pas à sa valeur ce qu'il est censé rétribuer, est donc, dans la vie réelle, quelque chose d'aussi chimérique et mensonger que le "prix" dont les hommes sont censés devoir payer, dans le ciel, leurs péchés. C'est ici que, sous la plume d'Engels, revient le parallèle entre économie et religion qui légitime l'application de la méthode feuerbachienne à l'analyse des cycles selon lesquels sont produites et mises en circulation les marchandises, cycles bien terrestres, mais qui n'en obéissent pas moins au modèle céleste décrit par la théologie:

"La contradiction (dans laquelle s'enferme l'économie libérale) tombe très simplement: nous la supprimons. Que les intérêts, opposés aujourd'hui, viennent à se confondre, et l'opposition entre l'excès de population et l'excès de richesse s'évanouit, s'évanouit aussi ce fait merveilleux, plus étonnant que tous les miracles de toutes les religions: le fait que l'excès de la richesse, l'excès du superflu, condamnent une nation à la famine; enfin l'idée folle que la terre n'a pas la force nécessaire de nourrir tous les hommes perd sa raison d'être. C'est cependant là le point culminant de l'économie chrétienne (*die höchste Spitze der christlichen Ökonomie*). Et j'aurais pu démontrer, pour chaque proposition, pour chaque catégorie, que notre économie est essentiellement chrétienne. Je le ferai quelque jour. La théorie de Malthus n'est que l'expression économique du dogme religieux qui oppose l'esprit et la nature et qui aboutit à la corruption de l'un et de l'autre.

Au point de vue économique, j'espère avoir montré tout le vide de cette contradiction qui n'existe plus que pour la religion et qui a disparu avec elle. D'ailleurs je ne tiendrai pour pertinente aucune défense de la théorie de Malthus qui, partant de son propre principe, n'explique pas comment le superflu puisse condamner un peuple à la misère, et comment cela puisse s'accorder avec la raison et avec les faits." (*ECEN*, p. 487-488)

L'expression "économie chrétienne" est à première vue sidérante. Elle se comprend si on en revient à l'analyse proposée par Feuerbach de "l'essence du christianisme", à savoir la séparation de l'homme d'avec lui-même, source de toutes sortes d'oppositions factices qui doivent s'évanouir à partir du moment où l'homme aura été, en sens exactement inverse, réintégré à lui-même. C'est cette réintégration que théorise Engels lorsqu'il pose comme condition à la résolution des contradictions économiques "que les intérêts aujourd'hui opposés viennent à se confondre", traduisons: que soit levée l'opposition du capital et du travail, par la reconnaissance du fait que le travail humain est l'unique source de la valeur à laquelle il doit en conséquence servir aussi de mesure unique. Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui? Le travail est dépossédé de ses droits: il est ramené à un étalon artificiel qui est sa valeur marchande, décomptée sous forme de salaire, au lieu d'être estimé à sa valeur réelle qui devrait être égale à la quantité de valeur qu'il produit. Que l'économie redevienne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, une économie du travail, une économie terrestre, et non une économie du capital, une économie céleste, et toutes les difficultés, du type de celle soulevée par Malthus, se dissiperont. Le fond de commerce des religions, c'est le malheur des hommes: Malthus, en diabolisant l'économie, en ramenant celle-ci au cycle infernal de la croissance et de la population, qui fait de la vie sur terre une vraie malédiction, a complètement reproduit cette logique à laquelle son

pessimisme adhère intimement. Ce qu'il oublie de dire, c'est que la malédiction vient, non de Dieu ou de la nature, mais des hommes eux-mêmes. Qu'ils s'organisent autrement, et ils verront bien si la terre ne les nourrit pas ! Or il est vraisemblable qu'elle y arrivera. Ici à nouveau le propos d'Engels a incontestablement une dimension utopiste, qui se situe dans le prolongement de l'interprétation feuerbachienne des conflits qui déchirent la vie humaine. Qu'on rende l'homme à lui-même, et ses problèmes se résoudre tout seuls ! Mais ce que n'éclaircit pas définitivement cette "solution", c'est la question de savoir quel est l'homme auquel est destiné ce retour miraculeux. Suffit-il de le définir formellement par son essence? Et en quoi cette essence consiste-t-elle? Cette interrogation, qui demeure pour une part en suspens, connaît néanmoins un début de réponse, et c'est par là que, quand même, Engels va plus loin et peut-être ailleurs, que Feuerbach, en ouvrant une voie dans laquelle Marx va s'engouffrer immédiatement à sa suite: l'homme essentiel, qui a été perdu et qu'il faut retrouver, c'est l'homme qui travaille, et est par son travail créateur de valeur, en un sens de la notion de valeur qui déborde largement le champ d'explication sur lequel se tient la science économique.

Paradoxalement, la théorie de Malthus, tout insoutenable qu'elle est, peut donc, par ses excès même, servir de révélateur à la contradiction qui mine à leur base les raisonnements des économistes et les empêche de comprendre la réalité des phénomènes dont ils donnent une version travestie, complètement "théologisée":

"Du reste, la théorie malthusienne n'est qu'une transition nécessaire; elle nous a conduit infiniment plus loin. Grâce à elle et grâce à l'économie en général, nous sommes devenus attentifs à la force productive de la terre et de l'humanité (*wir sind auf die Produktionskraft der Erde und der Menschheit aufmerksam geworden*). Ayant vaincu le désespoir des économistes, nous sommes guéris pour toujours de la peur de la surpopulation. C'est d'elle que nous tirons les arguments économiques les plus forts en faveur d'une transformation sociale (*eine soziale Umgestaltung*) / il n'y a pas lieu de traduire *Umgestaltung*, comme le fait Papaioannou, par "révolution", idée qui figure par ailleurs dans le texte d'Engels où elle est rendue par le terme *Revolution* /. Malthus même eût-il profondément raison, il faudrait tenter aussitôt cette transformation: elle seule et seule l'éducation des masses qu'elle permet, rend possible la limitation morale de l'instinct de reproduction, le remède le plus efficace et le plus simple qu'on puisse selon Malthus apporter à la surpopulation. Malthus nous a fait connaître tout l'abaissement de l'humanité, sa dépendance des conditions de la concurrence. Il nous a montré qu'en dernier ressort la propriété privée fait de l'homme une marchandise dont la production ou l'anéantissement dépend uniquement de la demande. Il nous a montré que des millions d'hommes ont été et sont toujours immolés par la concurrence. Tout cela, nous l'avons vu et c'est ce qui nous pousse à vouloir l'abolition de cet abaissement de l'humanité par la suppression de la propriété privée, de la concurrence et de l'antagonisme des intérêts." (*ECEN*, p. 488)

Malthus, tout ayant tort, avait donc raison. Le tableau exagérément noirci qu'il trace de la réalité économique, dont les cycles pèsent sur les hommes comme une malédiction, est à sa manière pertinent: il suffit pour s'en rendre compte de savoir le lire. Oui, il y a bien une malédiction du monde économique, qui vient de la manière dont celui-ci est organisé, selon le système de la propriété privée, de la concurrence et du profit. Mais cette malédiction, qui n'a rien de naturel, n'est pas non plus éternelle. Elle doit pouvoir être levée, ce qui suppose une "transformation sociale" en profondeur, - Engels n'emploie pas ici le terme "révolution" (*Revolution*) -, transformation dont les formes et les moyens restent à préciser, et ce dernier problème n'est, bien sûr, pas seulement théorique. Malthus va même jusqu'à montrer de quel côté il faut se tourner, sur quoi prendre appui en vue d'engager ce processus de transformation: "la force productive de la terre et de l'humanité", c'est-à-dire la puissance créatrice de la nature et du travail humain, qui, convenablement régulée, doit être la base saine sur laquelle

reconstruire la société humaine. Cette reconstruction comprendra d'ailleurs un programme de régulation des capacités procréatrices, qui ne soit ni décrété autoritairement, ni livré au hasard de la sélection naturelle, mais devienne, par le biais d'une formation appropriée, une composante naturelle de l'existence, comme une règle de vie supportée par tous sans effort et sans sacrifice, exactement à rebours de ce que préconise l'économie "chrétienne". Il deviendra alors possible de réédifier un monde de liberté, délivré des contradictions issues de la scission entre ciel et terre, scission qui ne se vit pas seulement sur le plan de la conscience religieuse, mais également sur celui de l'activité économique dès lors que celle-ci est détournée de ses formes normales et, au lieu de servir l'homme, l'asservit. Oui, une autre économie est possible, qui ne soit plus soumise au principe de la propriété privée et de la concurrence: reste à chercher le chemin qui y conduit !

Donc, loin de rejeter dos à dos pessimisme et optimisme, comme il avait semblé le faire jusqu'ici, Engels choisit de parier pour un optimisme raisonné, qui, précisément, intègre au couple formé par la nature et le travail humain les opérations de la raison au travail, c'est-à-dire de la raison scientifique:

"Pour en finir une fois pour toutes avec cette crainte générale de la surpopulation, revenons au rapport entre la force de production et la population. Malthus part d'un calcul sur lequel il base tout son système. Supposons que la population s'accroisse en progression géométrique, $1+2+4+8+16+32$, etc.; la force de production du sol en progression arithmétique: $1+2+3+4+5+6$. Il saute aux yeux que la différence est effroyable. Mais rien ne prouve que la capacité de rendement du sol augmente en progression arithmétique. L'extension du sol est limitée: bien. Mais la force de travail applicable à cet espace croît avec la population. Admettons même que l'accroissement du rendement obtenu grâce à l'augmentation du travail ne soit pas proportionnel au travail employé. Il n'en subsiste pas moins un troisième élément que l'économiste, il est vrai, tient pour nul: la science (*die Wissenschaft*), dont la progression est aussi infinie (*deren Fortschritt ist so unendlich*) et, du moins aussi rapide que celle de la population. Quels avantages l'agriculture de ce siècle ne doit-elle pas à la chimie, uniquement à deux hommes, à sir Humphrey Davy et Justus Liebig? La science progresse au moins autant que la population. Cette dernière s'accroît proportionnellement au chiffre de la dernière génération. La science, elle, progresse proportionnellement à la masse de connaissance que lui a léguée cette génération. Dans les conditions les plus ordinaires, elle suivrait donc également une progression géométrique. D'ailleurs, qu'y a-t-il d'impossible à la science? Il est risible de parler de surpopulation tant que "la vallée du Mississipi possédera assez de terres incultes pour qu'on y puisse transporter toute la population de l'Europe" (Alison). Il en sera de même tant qu'un tiers seulement de la Terre pourra être considéré comme cultivé, tant que l'application d'améliorations déjà connues pourra porter au sextuple la production de ce tiers." (*ECEN*, p. 488-9)

Ici on croirait lire un condensé de la dixième époque de l'*Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain* de Condorcet, qui, a pour fil conducteur le même optimisme raisonné, fondé sur la certitude que les potentialités de l'esprit humain sont telles qu'aucun problème ne doit être pour lui définitivement insurmontable. Ce rationalisme hérité de la philosophie des Lumières, dont, à l'époque où Engels écrit, Comte est un autre représentant, bien qu'il récuse la doctrine de la perfectibilité indéfinie professée par Condorcet, sera une composante indéracinable de la conception élaborée ensuite par Marx et Engels, qui resteront jusqu'au bout des rationalistes de progrès: on peut dire qu'à ce point de vue, malgré leurs efforts en vue de dépouiller la vieille peau, ils ont continué à être "bourgeois" dans leur pensée, sans doute ce qui s'est fait de mieux dans le genre qu'ils ont poussé aux limites de ce qu'il pouvait donner. Que cette composante soit bien peu matérialiste dans son fond est un fait, qui d'ailleurs contribue à mieux éclairer le contenu de la position "matérialiste" cultivée par Marx et

Engels, et qui leur tiendra lieu de philosophie après qu'ils aient cherché à prendre leurs distances avec la philosophie.

La conviction que les progrès de la science, dont Engels s'emploie même ici assez imprudemment à calculer la vitesse de développement, viendront à bout de tous les obstacles se justifie par l'argument suivant: la science ne peut que progresser, mais jamais rétrograder; sa marche en avant est inexorable, et c'est pourquoi elle doit être en mesure de surmonter toutes les crises, qui de toutes façons ne peuvent elle-même durablement l'affecter. Cette conviction, comme toute conviction, est de l'ordre de la croyance, et on pourrait à cet égard parler de religion. Au XIXe siècle, il reviendra à Comte, plus lucide sans doute sur le fond de cette conviction qu'il partage en essayant de l'organiser, de lui donner institutionnellement la vraie forme qu'elle appelle: celle d'une religion de la science précisément, seule en mesure de combattre efficacement le pessimisme de ceux qui considèrent que l'humanité est vouée à la damnation et qu'elle ne pourra jamais se sortir de l'abîme de difficultés dans lequel elle est plongée, dans un monde qu'elle doit autant que possible remodeler à sa façon mais qui n'est certainement pas fait pour elle au sens d'une préadaptation harmonieuse et finalisée.

De cette réflexion sur le pouvoir de l'esprit humain à transformer le monde de manière à en faire un monde autant que possible humain, pouvoir dont la forme est le travail intellectuel, Engels passe à un nouvel examen de la notion de crise afin d'en mieux mesurer la signification:

“La concurrence oppose le capital au capital, le travail au travail, la propriété foncière à la propriété foncière et chacun de ces éléments aux deux autres. Dans la lutte, le plus fort l'emporte. Il nous faudra examiner la force des combattants si nous voulons prévoir les résultats de cette lutte. Tout d'abord la propriété foncière et le capital sont plus forts que le travail. L'ouvrier en effet doit travailler pour vivre. Le propriétaire foncier au contraire a des rentes, le capitaliste, ses intérêts. En cas de malheur ils peuvent subsister, l'un en mangeant son capital, l'autre sa propriété capitalisée. Il s'ensuit que le travail ne reçoit que l'indispensable, les seuls moyens de subsistance, tandis que la plus grande partie des produits se répartit entre le capital et la propriété foncière. Dans le marché, l'ouvrier le plus fort élimine le plus faible, la grande propriété foncière, le grand capital en excluent la petite propriété, le petit capital. C'est ce que démontre la pratique (*die Praxis bestätigt diesen schuss*). On sait quels avantages le grand fabricant et le grand commerçant ont sur le possesseur d'un seul “jour”. La conséquence est que, déjà, dans les conditions ordinaires, le grand capital et la grande propriété foncière englobent petit capital et petite propriété, en vertu du droit du plus fort: la propriété se concentre. S'il survient une crise agricole ou une crise commerciale, le mouvement s'accélère. La grande propriété s'accroît d'une manière incontestablement plus rapide que la petite. Les frais à déduire du revenu sont bien moindres. Cette concentration de la propriété (*diese Zentralisation des Besitzes*) est une loi aussi immanente à la propriété privée que les autres. Les classes moyennes sont destinées à disparaître chaque jour davantage (*die Mittelklassen müssen immer mehr verschwinden*), jusqu'à ce que le monde se divise en millionnaires et en pauvres, en grands propriétaires fonciers et en pauvres journaliers. Les lois, les partages de la propriété foncière, la dispersion éventuelle du capital n'y peuvent rien. Ce résultat doit se produire, il se produira si une transformation totale des conditions sociales, une fusion des intérêts antagoniques, une suppression de la propriété individuelle ne vient pas le prévenir (*dies Resultat muss kommen, und wird kommen wenn nicht eine totale Umgestaltung der sozialen Verhältnisse, eine Verschmelzung der entgegengesetzten Interessen, eine Aufhebung des Privateigentums ihm zuvorkommt*).” (ECEN, p. 489-490)

L'idée centrale à tout ce paragraphe avait déjà été avancée auparavant: c'est que la crise est consubstantielle à la société fondée sur le régime de la propriété privée et de la concurrence qui en quelque sorte s'en nourrit et en fait le moteur de son développement. La raison en est que l'unique loi à laquelle obéit ce type de société est celle du rapport de forces, qui, en dernière instance, joue en elle de façon aveugle, inconsciente, naturelle: on comprend pourquoi, c'est un thème récurrent dans tout

l'article d'Engels, elle n'accorde aucune reconnaissance particulière aux valeurs propres du travail intellectuel : et, sur ce point, bien sûr, Engels se trompe, et va lui même s'en rendre compte quelques lignes plus loin en analysant la manière dont la grande industrie exploite les résultats du progrès scientifique de manière à renforcer l'assujettissement des travailleurs à son "ordre" qui est en réalité un désordre. De là, comme l'avait déjà expliqué Hegel à propos de la société civile, la tendance inhérente à une telle organisation de développer en son sein et de renforcer toujours davantage, de crise en crise, deux pôles extrêmes, l'un de richesse, concentré autour de la grande propriété foncière et du grand capital, l'autre de pauvreté, réunissant tous les laissés pour compte de la lutte inexorable qui oppose le plus grand au plus petit, et ceci selon le droit de nature qui, pour reprendre la formule de Spinoza, veut que les gros poissons mangent toujours les petits. Cela, écrit Engels, la *praxis* le démontre, c'est-à-dire que tous les faits avérés se rapportant à l'histoire économique des sociétés fondées sur le régime de la propriété privée vont dans ce sens, et témoignent de la tension croissante qui s'élève entre les deux pôles de la société ainsi formés qui deviennent de plus en plus antagoniques. Et, selon un schéma qui demeure d'inspiration très hégélienne, au moment où ces deux pôles auront tellement grossi, en absorbant ou en rejetant le reste, qu'il n'y aura plus rien entre eux, et en particulier plus de "classes moyennes", devra éclater la grande crise, la crise finale qui fera nécessairement exploser l'ensemble du fait du développement de sa contradiction immanente, parvenue au point où le système est devenu inviable. Nul aménagement, nulle réforme ne pourront entraver durablement ce mouvement, qui doit aller jusqu'à son terme. Le seul remède à cette situation devenue insupportable, et ici, sans prononcer le mot, Engels est très proche de se rallier au programme communiste dans sa formule de base, c'est donc de changer radicalement la société, en s'attaquant aux conditions qui ont rendu possible cette contradiction et non seulement à certaines de ses conséquences, c'est-à-dire en supprimant la propriété privée et le régime de la concurrence, de façon à réaliser la "fusion des intérêts antagoniques", donc de façon à mettre fin à ce qui ne s'appelle pas encore, mais va bientôt trouver son nom, lutte des classes.

Ce qui est surtout intéressant dans cette analyse qui, autrement, n'apporte rien de particulièrement nouveau par rapport à ce qui la précède, et recoupe sur de nombreux points une certaine vulgate de la littérature contestataire de l'époque, c'est qu'elle est l'occasion d'introduire en passant, sans doute pour la première fois dans l'histoire de la tradition "marxiste", un concept qui jouera ensuite un rôle extrêmement important dans les réflexions de Marx et d'Engels et fera l'essentiel de leur originalité: celui de "rapports sociaux", que Marx réutilisera en particulier l'année suivante, en rédigeant la sixième des thèses sur Feuerbach. Or il est crucial que ce concept apparaisse, comme il le fait ici, dans le cadre d'une critique, non des formes politiques d'organisation de la société moderne, mais de ses formes économiques: c'est cet enracinement sur le terrain de l'économie et de la lutte entre capital et travail qui s'y déroule qui, ensuite, confèrera au concept marxiste de classe sa singulière fécondité.

La question fondamentale posée par la situation actuelle et la nature des "rapports sociaux" qui en découlent est donc, non pas le choix entre libre concurrence et monopole, mais celui entre propriété privée, donc inévitablement concurrence, et fusion de tous les intérêts communautaires, qui ne peut se faire tant qu'existe la propriété privée, avec toute la guirlande de ses conséquences. Le paragraphe suivant du texte, sur lequel on peut passer rapidement, explique, cet argument avait déjà été développé un peu plus haut par Engels, que l'alternative entre libre concurrence et monopole est une fausse alternative, car "le monopole crée la libre concurrence et celle-ci amène le monopole" (ECEN, p. 490). Ce sont les deux faces complémentaires d'une même réalité, et peu importe que l'une ou l'autre soit mise en avant, puisque finalement l'une

ne va pas sans l'autre. Le problème véritable se situe donc ailleurs, et c'est celui que pose l'existence d'une société fondée sur la concurrence, dont le principe est commun aux tenants du libéralisme et à ceux du monopole:

“La concurrence a pénétré toutes nos conditions d'existence. Elle a poussé à son plus haut degré l'asservissement réciproque où se tiennent les hommes. Elle est la grande force motrice qui tient toujours en activité notre ordre ou plutôt notre désordre social, vieux et débile (*die Konkurrenz ist die grosse Triebfeder die unsre alt und schläft werdende soziale Ordnung oder vielmehr Unordnung immer wieder zur Tätigkeit aufstachelt*). Mais chaque nouvel effort consume une partie de ses forces déclinantes. La concurrence gouverne le progrès quantitatif de l'humanité. Elle gouverne également son progrès moral...” (ECEN, p. 490-491)

Dans la suite de ce paragraphe, dont l'idée directrice est celle d'un ordre social qui est en réalité un désordre, en raison de la négativité interne qui le travaille en permanence, Engels explique qu'une société ainsi constituée, immorale dans son principe qui est la concurrence, c'est-à-dire, sur tous les plans, la compétition généralisée, donc la lutte de tous contre tous, est aussi celle qui crée de l'immoralité, c'est-à-dire de la criminalité, selon une logique qui est exactement la même, celle de la concurrence, par la stimulation artificielle que provoque la tension croissante entre offre et demande: tout se passe comme si une telle société engendrait d'elle-même une offre et une demande d'actions déviantes qui tendent en permanence vers un impossible équilibre. Et Engels suggère au passage que, dans le contexte d'une telle société, qui, exactement de la même façon qu'elle produit des marchandises, produit du crime, on dirait en langage vulgaire qu'elle pousse au crime, la pénalité qui sanctionne ce dernier est sans réelle justification; ou plutôt c'est cette société ainsi organisée qui devrait être punie pour les exactions dont elle est en dernière instance le vrai responsable. D'où il conclut:

“En ce qui me concerne, la question est de prouver ici que la concurrence étend son action sur le domaine moral et de montrer jusqu'à quel degré la propriété privée a poussé la dégradation humaine.” (ECEN, p. 491)

Ici à nouveau, se retrouve un thème qui avait été développé par Proudhon dans *Qu'est-ce que la propriété ?* : la société fondée sur la propriété privée est une société homicide, qui se nourrit en dévorant ses enfants, manière commode, quoique peu élégante, de se débarrasser de ses bouches inutiles. C'est donc un argument moral qui est invoqué pour condamner un tel système qui, de quelque côté qu'on le prenne, se révèle injustifiable.

L'aspect peut-être le plus intolérable de l'économie de la propriété privée, fondée sur l'opposition du capital et du travail, c'est que, récupérant à son profit le progrès scientifique et technologique, qui devraient être par excellence les instruments de la libération humaine, elle en fait des instruments d'asservissement, ce qui, dirait Proudhon, est encore une forme de vol qualifié. Et c'est sur cette constatation, présentée dans des termes particulièrement véhéments, que s'achève l'étude d'Engels:

“Dans la lutte que mènent le capital et le sol contre le travail, les deux premiers éléments jouissent d'un avantage supplémentaire: la science leur vient en aide; dans les conditions actuelles, elle se dresse contre le travail. Presque toujours c'est la pénurie de la force de travail (*der Mangel an Arbeitskraft*) qui a donné lieu aux inventions mécaniques: en particulier aux machines à filer le coton de Hargreave, de Crompton, de Arkwright. Chaque fois que le travail a été très demandé, une invention s'est produite qui, augmentant considérablement la force du travail (*die die Arbeitskraft bedeutend vermehrte*) / pour éviter toute ambiguïté, il faut rendre *Arbeitskraft* par “force du travail” plutôt que par “force de travail”, comme le fait Papaioannou: *Kraft* signifie ici “puissance”, donc, le terme étant appliqué au travail, accroissement de sa productivité. En revanche, quelques lignes plus haut, lorsqu'il est question de “la pénurie en force de travail”, le contexte impose de rendre *Arbeitskraft* par “force de travail”/, faisait

baisser la demande de travail humain. L'histoire de l'Angleterre, de 1770 à nos jours en est une preuve constante. La dernière grande invention dans l'industrie du tissage, la *selfacting mule*, a eu pour cause la demande de travail et l'élévation du salaire. Elle a doublé le travail mécanique et par suite diminué de moitié le travail manuel. Elle a privé d'emploi la moitié des ouvriers et abaissé ainsi le salaire des autres. Elle a anéanti la révolte des travailleurs contre les fabricants (*sie vernichtete eine Verschwörung der Arbeiter gegen die Fabrikanten*), elle a détruit les dernières forces avec lesquelles le travail soutenait sa lutte inégale contre le capital (cf. Dr. Ure, *Philosophy of Manufactures*, t. II). L'économiste prétend, il est vrai que le résultat final du machinisme est favorable à l'ouvrier. En rendant la production moins onéreuse, en ouvrant ainsi aux produits un marché plus vaste, la machine finit par donner de nouveau de l'occupation aux travailleurs sans emploi. C'est tout à fait exact; seulement l'économiste oublie ici que la production de la force du travail est régie par la concurrence, que la force de travail (*die Erzeugung der Arbeitskraft*) / ici à nouveau il est préférable de traduire *Arbeitskraft* par "force de travail" / exerce une pression constante sur les moyens de l'emploi. Il s'ensuit que, si ces avantages se produisent jamais, un nombre surabondant de travailleurs en concurrence comptent sur ces avantages et les rendent donc illusoire. En revanche les désavantages ne sont nullement illusoire: une moitié des ouvriers se voit soudainement privée de ses moyens de subsistance tandis que l'autre voit tomber son salaire. L'économiste oublierait-il que les progrès de l'invention ne s'arrêtent pas et que l'inconvénient se perpétue? L'économiste oublierait-il que grâce à la division du travail que notre civilisation a poussée à l'infini, un ouvrier ne peut vivre qu'à condition d'être employé à une machine déterminée, à un travail fragmentaire déterminé? Que le travailleur adulte se trouve presque toujours dans l'impossibilité absolue de passer d'un type d'emploi à un autre?" (*ECEN*, p. 491-492)

À grands traits, voire même à la hâche, Engels balaie ici un champ d'analyse auquel Marx, dans *Le capital*, consacra une extrême attention, en particulier dans le chapitre 13 (15 dans l'édition Roy) du livre I, "Machinisme et grande industrie", dont la thématique d'ensemble se trouve esquissée par Engels, avec même au passage la référence à l'ouvrage de Ure, *Philosophy of manufactures*, que Marx lira ensuite de très près. Notons en passant que les considérations ici présentées sont, quoique dans un contexte historico-social très différent en apparence, plus que jamais d'actualité. Les cycles de développement propres à une économie de marché, dont les buts exclusifs sont l'enrichissement personnel et l'accumulation du capital, consistent en une marche en avant appuyée sur un déséquilibre permanent et qui, comme cela a été à plusieurs reprises indiqué, se nourrit de ses crises, sans tenir compte des intérêts propres de ceux qu'elle transforme en instruments, en simples moyens de sa progression: la notion de travail exploité est à l'horizon de toute cette analyse. C'est pourquoi les bonnes paroles de l'économiste au sujet de la croissance créatrice d'emplois, appelée par son jeu spontané à résoudre l'ensemble des problèmes humains posés aux stades initiaux du développement technologique, sont à prendre pour ce qu'elles sont en réalité: des affabulations auxquelles sans doute il ne croit pas lui-même. Lorsqu'il adjure les travailleurs exploités d'attendre les jours meilleurs qui ne manqueront pas de venir du fait de la libre concurrence aidée par les découvertes de la science, c'est comme s'il faisait miroiter devant leurs yeux l'image de la terre promise. Ce bourrage de crâne est l'équivalent sur terre de celui que, dans les nuées de l'idéal divin, opère le théologien avec ses "spéculations" non moins chimériques ou mensongères, dont la critique révèle le fondement réel.

En quelques lignes, Engels conclut enfin son étude, comme sur des points de suspension :

"L'étude des effets du machinisme me conduirait à vous parler d'un autre sujet plus lointain encore: il me faudrait examiner le système de la fabrique. Je n'ai ni le désir ni le temps de le traiter ici. J'espère cependant avoir prochainement l'occasion d'exposer tout au long l'horrible immoralité (*die scheussliche Unsittlichkeit*) de ce système et de

démasquer l'hypocrisie (*die Heuchelei*) des économistes qui y brille de tout son éclat.”
(*ECEN*, p. 492)

C'est donc par le tableau extrêmement noir de la condition ouvrière tracé dans *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, ouvrage qu'Engels publiera l'année suivante, en 1845, et qui est une des toutes premières études “sociologiques” consacrées au monde du travail, que doit se poursuivre le travail entamé avec l'Esquisse de 1844. Ceci confirme que la préoccupation dominante d'Engels, témoin direct d'une grande partie des faits dont il rend compte, est de dénoncer l'immoralité flagrante d'un système inhumain, ce système que l'économie politique, avec une sophistication conceptuelle digne des plus grands théologiens, s'évertue à légitimer, et dont la critique doit permettre au contraire de mettre en évidence à la fois les effets pervers, les principes initiaux de fonctionnement et la fin inévitable.

Copyright Pierre Macherey